

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Retrait du plan Valls !
Expropriation d'Alstom !
États-Unis socialistes d'Europe !



n° 6 mai-juin 2014 1 euro

Contre le nationalisme qui divise les travailleurs et les soumet aux capitalistes : lutte de classe !

Le capitalisme français se porte toujours aussi mal. La croissance nulle du premier trimestre 2014 vient doucher les espoirs d'un retournement économique distillés par Hollande et son gouvernement. Dans le même temps, le PIB de l'Allemagne augmentait de 0,8 %. Telle est la racine de la multiplication éperdue des cadeaux du gouvernement Hollande-Valls aux capitalistes (ce qui rejette du PS son électorat) comme de l'écho qu'a obtenu la campagne réactionnaire du parti fascisant FN (contre les immigrés, pour sortir le capitalisme français de l'euro et de l'Union européenne).

Le président et son premier ministre attaquent les travailleurs au compte de la bourgeoisie

Après avoir obtenu la confiance le 8 avril, Valls demandait le 29 à l'Assemblée nationale le vote de son plan intitulé « programme de stabilité budgétaire 2015-2017 ». Après avoir rappelé les 30 milliards d'euros d'allègements de cotisations diverses au patronat au titre du pacte de responsabilité, il a défendu la nécessité de faire 50 milliards d'économies dans la Sécurité sociale et les salaires des travailleurs de la fonction publique d'ici à 2017 pour parvenir à un déficit budgétaire de 3 % du PIB et diminuer le poids de la dette aujourd'hui d'environ 1 800 milliards d'euros.

Et de conclure :

> *Je veux parler clair : ce gouvernement ne demande pas de vote « à blanc », une indication. Le résultat du vote de cet après-midi conditionne à la fois la légitimité du gouvernement, sa capacité à gouverner avec sa majorité, et, surtout la crédibilité de la France.*

Les dépenses de l'État devront diminuer de 18 milliards, celles des collectivités territoriales de 11 milliards, l'assurance maladie abandonnera 10 milliards et les prestations sociales 11 milliards.

Bien qu'il bénéficie du soutien complet des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, le gouvernement ne peut pourtant avancer qu'en masquant l'ampleur des attaques à venir : en effet, le détail des 50 milliards d'économies est bien loin d'être totalement affiché. Une chose est sûre, l'austérité n'est pas pour l'armée dont l'état-major a menacé de démissionner ni les groupes capitalistes vendeus de moyens de destruction.

> *Il n'y aura pas de remise en cause de la loi de programmation militaire 2014-2019. Il n'y a pas d'inquiétudes à avoir pour son application, parce qu'il en va de la défense de notre pays.* (Valls, *Le Figaro*, 23 mai)

En tout cas, 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques au détriment des salariés sur à peine 3 ans, voilà un objectif que Sarkozy lui-même n'avait osé fixer. Si Valls adopte un ton bonapartiste, c'est qu'il s'agit d'un objectif qui exige de rassembler toutes les forces de la bourgeoisie et d'y associer les partis d'origine ouvrière et les organisations syndicales.

Le Parti socialiste s'aligne

Il s'agit d'une saignée sans précédent. Hollande et le gouvernement venant de se faire désavouer par les travailleurs et les jeunes aux élections municipales en rejet de leur politique toute entière dévouée à la bourgeoisie, les sondages annonçant le même échec aux européennes, une centaine de députés PS ont éprouvé un peu de vague à l'âme. Ils ont donc écrit à Valls pour limiter les dégâts.

> *Au-delà de 35 milliards, nous croyons que reculs sociaux et mise à mal des services publics seront inéluctables.* (*Libération*, 17 avril)

D'accord sur le fond, mais tout de même, monsieur le bourreau, tapez un peu moins fort et lais-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

Adresse postale :
ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros) à l'ordre de ReSo

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Les articles signés n'engagent pas le GMI

sez-nous faire croire à nos électeurs aux vieilles lunes des bienfaits du déficit !

Bon prince, Valls a alors consenti à faire un geste pour les pauvres, lâchant quelques millions, en acceptant de ne pas geler les retraites en dessous de 1 200 euros. Voilà pour la carotte qui a suffi pour calmer les velléités d'une soixantaine d'entre eux.

Côté bâton se tenait Jean-Christophe Cambadélis, nouveau secrétaire du PS nommé de facto par l'Elysée, jugé plus compétent en mise au pas et manœuvres que Harlem Désir. À juste raison puisque Cambadélis joua en 1984 un grand rôle dans l'exclusion du Parti communiste internationaliste de ceux qui s'opposaient au parlementarisme de la direction Lambert et à la liquidation dans le MPPT-PT-POI. Puis il est passé en 1986 avec l'Unef, syndicat conquis de haute lutte par les militants trotskystes après 1968, au PS, où la soupe promettait d'être meilleure et où il devint un fidèle de Strauss-Kahn. Cambadélis, après avoir fait adopter une motion de soutien au plan Valls par le bureau national du PS pour ficeler le vote des députés, s'est fait plus insistant :

> *Je ne veux pas brandir de menace, mais j'insiste : personne n'a intérêt à s'enfermer dans une posture qui deviendrait une impasse... Si à chaque vote, des élus socialistes votent contre, on n'est plus dans une défiance plus ou moins organisée, mais dans une sécession.*

C'est donc fort de ce dispositif et peu menacé dans sa majorité par une opposition en carton-pâte que Valls a pu se payer le luxe de revendiquer haut et fort sa politique devant l'Assemblée nationale, en multipliant les *« j'assume »* d'un chef de guerre de la bourgeoisie. 41 députés PS se sont abstenus et 3 seulement ont voté contre, comme 12 députés du Front de gauche.

Le Parti de gauche veut enfermer les travailleurs dans le cadre du capitalisme et de l'État bourgeois

Après le vote, Mélenchon a fait grand cas des 41 députés socialistes qui ont persisté dans l'abstention :

> *Ces socialistes-là ont un rôle historique aujourd'hui. S'ils s'autonomisent, c'est eux qui recréeront la possibilité d'un dialogue à gauche et d'un autre gouvernement qui ait une politique de gauche... En cas de groupe autonome, il y a quatre composantes qui pourraient dialoguer : ces socialistes, le front de gauche, les écologistes et le MRC de Jean-Pierre Chevènement. Il y a une majorité de rechange à celle de Manuel Valls.* (*i-Télé*, 3 mai)

Tous les espoirs du Front de gauche, qui est déjà un mini-front populaire, reposent sur son élargissement au MRC nationaliste bourgeois, au parti bourgeois écologiste EELV et à une hypothétique scission du PS. En guise de *« rôle historique »*, les parlementaires socialistes veulent seulement ne pas couler avec Hollande et continuer à tromper les travailleurs pour garder leurs postes lucratifs.

> *Maintenant la Gauche continuera à défendre des solutions concrètes et réalistes pour redresser notre pays dans la justice et réorienter de toute urgence la construction européenne... La situation économique appelle une nouvelle étape de redistribution des richesses qui redonne du pouvoir d'achat aux Français et alimente le carnet de commande des entreprises pour créer à nouveau des emplois.* (*Maintenant la gauche*, 30 avril)

> *Regrouper les citoyens actifs, intellectuels, militants associatifs, politiques et syndicaux qui veulent aider la gauche à redevenir une force de propositions et d'action au service de la justice et de l'égalité sociale.* (*Manifeste des socialistes affligés*, 11 mai)

Le ciment idéologique de cette soi-disant alternative est l'illusion de la social-démocratie et du

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et A, B, C *(cvs-cjo en milliers)*

5 500
5 000
4 500
4 000
3 500
3 000
2 500
2 000
1 500

France, catégories A, B, C
France métropolitaine, catégories A, B, C
France métropolitaine, catégorie A

avr.-10 oct.-10 avr.-11 oct.-11 avr.-12 oct.-12 avr.-13 oct.-13 avr.-14

Ministère du travail, 28 mai

stalinisme des « trente glorieuses » dans la capacité de l'État bourgeois à réguler le capitalisme. En fait, durant cette période d'accumulation intense du capital (basée sur la destruction de l'Europe et du Japon par la guerre), la bourgeoisie pouvait accorder des miettes de la croissance aux producteurs. Mélenchon comme Montebourg s'arcboutent dans le « patriotisme économique » et la confiance dans l'État bourgeois français.

> *Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe. Ne croyez pas, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale, nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste... En général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat.* (Karl Marx, *Discours sur le libre-échange,* 9 janvier 1848)

Un décret protectionniste pour tenter de sauver le capital national, pas pour servir la classe ouvrière

La mise en vente d'Alstom est significative de l'affaiblissement du capitalisme français par rapport à ses principaux concurrents.

Le gouvernement PS-PRG vient de prendre un décret, qui élargit les possibilités de l'État de s'opposer à une acquisition par une entreprise étrangère dans 5 nouveaux domaines, l'eau, la santé, l'énergie, les transports et les communications. Pour le ministre de l'économie Montebourg :

> *Le choix que nous avons fait, avec le premier ministre, est un choix de patriotisme économique. Ces mesures de protection des intérêts stratégiques de la France sont une reconquête de notre puissance. C'est la fin du laisser-faire.* (*Le Monde,* 15 mai)

La *« fin du laisser-faire »* rejoindra sans doute la *« mise au pas de la finance »* de Sarkozy en 2009. En aucun cas, ce décret ne constitue une quelconque protection pour les travailleurs. Non seulement le gouvernement qui l'a édicté s'en prend à eux tous les jours, mais il annonce qu'ils devront « faire des efforts ».

> *Se protéger dans la mondialisation n'exclut pas de faire des efforts sur soi-même. Rétablir notre propre compétitivité, surveiller nos coûts de production pour qu'ils ne dérapent pas, est aussi nécessaire que de disposer de moyens de négociation quand il y a risque de démantèlement de nos entreprises stratégiques.* (Arnaud Montebourg, *Le Monde*, 15 mai)

Ce décret est un pas supplémentaire sur le chemin du protectionnisme et du nationalisme qui ne fera qu'approfondir la crise du capitalisme français et, s'il se généralisait, plongerait le capitalisme mondial dans la dépression, tant les systèmes de production et de commerce sont devenus interdépendants.

C'est la raison pour laquelle le Medef, qui craint des mesures de rétorsion des autres bourgeoisies, reste dubitatif :

> *Ce décret est une réponse tactique à un problème stratégique : comment faire pour développer des champions français et européens qui peuvent partir à la conquête du monde ?* (Pierre Gattaz, *Challenges,* 15 mai)

La seule protection pour les travailleurs d'Alstom serait l'expropriation immédiate sans indemnité ni rachat de la totalité de l'entreprise, l'ouverture des livres de comptes, le contrôle ouvrier sur la gestion et la production de tout le groupe.

Au contraire, la direction de la CGT emboîte le pas du gouvernement, tout en trouvant qu'il n'en fait pas assez :

> *Si nous pouvons reconnaître un volontarisme et des aspects positifs dans ce dispositif, il n'en demeure pas moins comme ne protégeant pas suffisamment les entreprises industrielles et les emplois menacés par les opérations spéculatives et boursières. Des secteurs stratégiques pour l'économie française ne figurent pas dans ce décret, comme la sidérurgie par exemple...* (CGT, *Communiqué,* 16 mai)

Jean-Claude Mailly, de FO, est ravi :

> *Ça ne nous pose aucun problème, ça va dans le bon sens.* (*AFP,* 15 mai)

La confiance dans l'État bourgeois et le poison du nationalisme sont largement diffusés par les bureaucrates alors qu'ils divisent et affaiblissent le prolétariat.

> *Le chauvinisme de la bourgeoisie sert, au moyen d'armées permanentes, à perpétuer les luttes internationales, à asservir dans chaque pays les producteurs en les dressant contre leurs frères de chaque autre pays ; c'est un moyen d'empêcher la coopération internationale des classes laborieuses, première condition de leur émancipation.* (Karl Marx, *Première esquisse d'une adresse de l'Association internationale des travailleurs sur la Commune de Paris,* avril 1871)

Le résultat des élections européennes confirment l'échec du PS et du Front de gauche

Avec le vote du plan Valls, le gouvernement bourgeois tente de refaire le retard de la classe dominante française sur ses concurrentes en durcissant les coups contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Le PCF et le PdG accusent l'Union européenne pour défendre leur propre bourgeoisie ; ils s'en prennent à l'impérialisme américain pour protéger leur propre impérialisme. Les chefs syndicaux de la CGT, de FO et de la FSU leur emboîtent le pas. Pas plus que le PS, le PdG et le PCF, les bureaucraties syndicales n'exigent le retrait du plan Valls, l'interdiction des licenciements, l'expropriation de Bouygues et d'Alstom.

Le 15 mai, tous les fonctionnaires furent appelés à une journée d'action par les directions syndicales qui ne demandaient même pas le retrait du plan Valls. Le communiqué se concluait par la demande de « *négociations* ». En réalité, les négociations des attaques n'ont jamais cessé : le 12 mars dernier, syndicats de la fonction publique et gouvernement sont tombés d'accord pour un calendrier de concertations devant se dérouler jusqu'en mars 2015. Selon le vice-président du Medef, toutes les organisations syndicales discutent de l'application du « pacte de responsabilité » dans 17 branches (*Les Échos*, 28 mai). Le « dialogue social » se poursuit pour que les coups continuent à pleuvoir.

LO prêche qu'il suffirait aux travailleurs de faire peur à la bourgeoisie pour que tout aille mieux. Le NPA a reproché récemment son chauvinisme au Front de gauche, alors qu'il le cautionne depuis sa création. LO et NPA se refusent à combattre les bureaucraties syndicales qui négocient les licenciements et la flexibilité ; au contraire, leurs militants s'y intègrent de plus en plus. Comme d'habitude, les auxiliaires centristes des bureaucraties syndicales ont soutenu la diversion du 15 mai.

Ni le NPA, ni LO, ni le POI ne démasquent les trahisons des partis et des bureaucrates syndicaux sociaux-patriotes.

> *Les partis ouvriers bourgeois se sont constitués dans tous les pays capitalistes avancés. Sans une lutte décisive et implacable sur toute la ligne contre ces partis, ces groupes, ces tendances, il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste.* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916)

L'incapacité de tous les partis ouvriers de tracer la voie de la révolution sociale internationale, la gestion loyale du capitalisme par des gouvernements du PS (avec ou sans le PCF), la mise en accusation persistante par le PCF, le PdG et le NPA de l'Union européenne (qui n'est que le masque commun de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme français) expliquent les résultats des élections européennes :

- l'abstention massive avec plus de 57 % des inscrits, sans compter 4 % de votes blancs et nuls,
- la victoire préoccupante du FN avec 25 % des votes [sur le FN, voir *Révolution communiste* n° 5],
- le score miteux du PS (14 % des suffrages),
- les faibles scores du PCF et du PdG (6 % des voix pour le Front de gauche),
- les résultats dérisoires de LO et du NPA (qui se présentaient de manière séparée).

Comment sortir de la collaboration de classes et du piège nationaliste ?

Pour se défendre, il faut la rupture du dialogue social, l'unité des organisations politiques du mouvement ouvrier et des organisations syndicales pour le retrait du plan Valls, l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail, l'expropriation des grands groupes capitalistes, l'autodéfense, la libre circulation des prolétaires et des jeunes du monde entier…

Imposer ces revendications nécessite le regroupement des travailleurs et des jeunes en comités d'action sur les lieux de travail, d'étude et de vie. Ce gouvernement doit être chassé, mais par les travailleurs, pour le remplacer par un gouvernement à eux, un gouvernement ouvrier qui ouvrira la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

Renverser la bourgeoisie implique de construire un véritable parti ouvrier, communiste et international, contre tous les sociaux-patriotes qui divisent les rangs des travailleurs ainsi que les multiples sectes routinières qui vivotent sur leur périphérie.

28 mai 2014

Alstom : aucun licenciement de salarié dans le monde, expropriation des actionnaires français et étrangers !

Le 24 avril, l'information sur des discussions en cours entre la direction d'Alstom et General Electric pour la vente de sa branche énergie fuita dans les médias. Siemens fit alors savoir qu'il souhaitait également présenter une offre concurrente. Le conseil d'administration d'Alstom indiqua le 29 avril qu'il approuvait à l'unanimité l'offre de General Electric tout en se laissant un mois pour examiner d'autres alternatives, pour faire mine de répondre à l'insistance du gouvernement français, et notamment du ministre Montebourg, qui s'était prononcé en faveur de Siemens. Le lendemain, le Premier ministre déclara :

> *Tous les investisseurs étrangers, qu'ils soient américains, allemands, sont bienvenus. Nous devons bâtir des groupes à taille européenne, à taille mondiale.* (Manuel Valls, *France inter,* 30 avril)

Dans la concurrence capitaliste, les groupes les plus puissants ont toujours absorbé les plus faibles. C'est de ce processus qu'est issu le groupe capitaliste Alstom lui-même : absorption en 1927 de la CFTH américaine, en 1932 de la CEF, en 1937 de Vetra, en 1972 de B&L, en 1976 des Chantiers de l'Atlantique, en 1983 de la CEM, en 1994 de LHB allemande, en 1998 de Cegelec et de DDF, en 2000 de la Fiat Ferroviaria italienne… Personne ne se souvient des protestations du PS, du PCF ou des dirigeants syndicaux français quand le groupe rapace s'emparait d'autres entreprises.

L'impérialisme français décline par rapport à ses anciens et nouveaux concurrents depuis des années. Sa fragilité s'est aggravée depuis la crise capitaliste mondiale de 2008-2009 dont il ne s'est pas encore remis, alors que la Chine n'a pas cessé sa croissance, même en 2009, et que l'Allemagne et les États-Unis connaissent depuis 2010 une certaine reprise économique.

Ainsi, de nombreux groupes industriels français ont été contraints d'ouvrir leur capital à des groupes étrangers, ce qui est souvent le premier pas vers l'absorption complète, ou bien ont été rachetés par des concurrents, français ou pas. Ce fut le cas, avant la dernière crise, des métallurgistes Usinor et Péchiney. C'est, plus récemment, les exemples du cimentier Lafarge ou du constructeur automobile PSA. Des rumeurs d'OPA courent également sur Danone, Sanofi ou L'Oréal.

Le groupe Alstom a déjà dû vendre un certain nombre de ses filiales : Cegelec en 2004, Converteam en 2005, Chantiers de l'Atlantique et Leroux naval en 2006, une partie de Thermal Power en janvier 2014…

Quand il y a des profits dans un grand groupe, ils sont toujours pour ses actionnaires ; quand il y a des pertes, elles sont toujours pour les travailleurs, comme salariés, et parfois comme contribuables.

Pour sauver Alstom de la faillite, l'État français lui a octroyé en 2004 une aide publique de 2,8 milliards d'euros. *« Il n'y a pas de raison qu'on sacrifie ce patrimoine industriel »* s'était exclamé Sarkozy, alors ministre de l'Économie, qui pilotait l'opération, approuvée par la Commission européenne. L'intervention de l'État bourgeois français s'était faite évidemment au compte du capitalisme français et non dans l'intérêt des salariés, puisqu'elle était accompagnée d'un plan de licenciements de 8 500 emplois dans le monde entier.

Le groupe capitaliste français Bouygues veut se débarrasser de sa participation à Alstom et verrait d'un bon œil que l'État rachète ses actions à bon prix.

> *Alors que Bouygues veut sortir du capital d'Alstom à cause du fiasco de SFR, on se retrouve dans une situation d'impasse.* (Jean-François Copé, *Europe 1*, 28 avril)

Mais, en conséquence de la stagnation économique, l'État bourgeois français doit aujourd'hui réduire le poids de sa dette, ce qui limite ses possibilités d'intervenir massivement. Le porte-parole du gouvernement a donc rejeté l'idée d'une entrée de l'État dans le capital du groupe capitaliste :

> *La situation de l'entreprise en 2004, c'était la faillite, c'était la disparition. Ramener de l'argent frais à un moment donné pour redonner la capacité de repartir… c'est un choix. Aujourd'hui, on n'est pas dans cette situation.* (Stéphane Le Foll, *France info,* 30 avril)



Les travailleurs d'Alstom, dans le monde entier, se sentent à juste titre menacés par les manoeuvres des trois groupes capitalistes internationaux et de l'État bourgeois français. Pourtant, de tous côtés, des voix s'élèvent, non pour remettre en cause la propriété privée ni la domination du capital sur le travail, mais pour défendre *« l'industrie française »* en demandant que les fonds publics viennent à nouveau au secours du capital.

> *L'État français doit prendre ses responsabilités dans cette affaire en entrant majoritairement dans le capital de l'entreprise. On ne peut admettre que le Président de la République, ses ministres, restent une nouvelle fois spectateurs du dépeçage de notre industrie.* (CGT*, Communiqué,* 28 avril)

> *Ni l'allemand, ni l'américain ! Alstom, qui est le coeur de la politique écologique du futur, doit rester sous souveraineté française.* (Jean-Luc Mélenchon, *France 2,* 29 avril)

> *Sauver Alstom et ses 18 000 emplois directs sur le territoire, par une solution nationale, est donc une obligation stratégique et morale. Il faut refuser le faux choix du dépeçage américain ou allemand et y préférer une voie patriote, française, par le rachat des parts de Bouygues, principal actionnaire, par la Caisse des dépôts et consignations.* (FN, 29 avril)

Pour le parti fascisant, qui divise en permanence les travailleurs entre nationaux et étrangers, l'argent public doit aller… dans les poches de Bouygues.

La défense des 90 000 salariés d'Alstom ne passe pas par le rachat de telle ou telle partie par l'un ou l'autre des grands groupes, General Electric ou Siemens, qui mentent comme des arracheurs de dents en promettant de ne pas toucher aux emplois dans les 3 ans à venir. Elle ne passe pas non plus par la participation de l'État et l'injection des fonds publics qui, d'une part, allongerait encore la liste des cadeaux scandaleux faits aux patrons et d'autre part, s'accompagnerait inévitablement, comme en 2004, d'un plan drastique de restructuration et de suppressions d'emplois.

La défense des 90 000 travailleurs d'Alstom passe par l'ouverture des livres de comptes, le contrôle par les salariés d'Alstom eux-mêmes de la production et de la marche de l'entreprise, par l'expropriation immédiate du groupe sans indemnités ni rachat des actionnaires Bouygues, Franklin Templeton, Amundi (Crédit agricole), Banque centrale de Norvège, Natixis (Banque populaire-Crédit mutuel), Fidelity Investments, Union des banques suisses…

Pour cela, la responsabilité des directions syndicales et des partis d'origine ouvrière est d'appeler dans l'unité à la grève générale de tous les travailleurs d'Alstom pour empêcher tout licenciement.

La défense des 90 000 salariés d'Alstom passe par le combat acharné contre le gouvernement Hollande Valls qui, après Sarkozy, œuvre pour les capitalistes français en s'attaquant aux salariés et aux jeunes, par son renversement, par l'instauration d'un gouvernement des travailleurs en France, par la perspective des États-Unis socialistes d'Europe, du socialisme mondial.

La lutte efficace et unie des 90 000 salariés d'Alstom ouvrirait la voie aux centaines de millions d'autres travailleurs que le capitalisme international voue à l'exploitation, à la précarité, au chômage, à la déchéance économique et sociale.

Le capitalisme en crise ne laisse aucune autre perspective que la marche au chaos, il subordonne inexorablement les compétences, les savoirs, les emplois comme les immenses possibilités technologiques aux intérêts immédiats du profit. L'énergie, les transports ne peuvent trouver de développement harmonieux, respectueux de l'environnement et des hommes que dans une société socialiste dépassant le cadre étroit des frontières et des intérêts des capitalistes nationaux.

4 mai 2014

Le gouvernement Hollande-Valls-Touraine veut saigner la santé et les hôpitaux publics

Le « pacte de responsabilité », les milliards accordés aux patrons, le maintien de la loi HPST adoptée sous Sarkozy conduisent à la fermeture d'hôpitaux et de services de soin, à la réduction des postes, à la remise en cause des droits statutaires des agents (travail en 12 h imposé, rappel sur les jours de repos, suppressions de RTT, remise en cause de l'avancement), au développement de la précarité (16 % des emplois).

« Je veux réduire la dépense publique… Cela vaut pour l'État, qui doit se concentrer sur ses missions essentielles… et pour la sécurité sociale. » (Hollande, *Voeux aux Français*, 31 décembre 2013) ; *« Le président de la République a parlé d'abus de la protection sociale… Là, j'ai applaudi. »* (Pierre Gattaz, *Le Monde*, 6 janvier 2014)

Donc sous les applaudissements de Gattaz, Hollande continue à financer les interventions militaires (« *les missions essentielles* ») et à couper dans le budget de la santé, voilà ce qui est « *abusif* ». Pour les capitalistes et leurs valets, ce que l'humanité enregistre comme progrès (découvertes en imagerie médicale, en techniques opératoires, dans le domaine des médicaments, allongement de la vie, etc.), ils le versent à la colonne de la diminution de leurs profits. Les dépenses utiles à la population sont pour eux toujours trop lourdes : ils exigent qu'elles ne progressent pas de plus de 2 % par an en moyenne, pour économiser 10 milliards d'euros d'ici 2017. C'est poursuivre l'étranglement des hôpitaux déjà endettés, renforcer les cliniques privées qui font de l'argent avec notre santé.

Alors que les personnels de dizaines d'hôpitaux et structures de soins sont mobilisés contre les conséquences de l'austérité budgétaire, les représentants syndicaux continuent à siéger dans les conseils d'administration et toutes les structures qui mettent en œuvre ces mesures ; ils bavardent sur « *la construction d'une mobilisation citoyenne pour la justice sociale* » (SUD, *Déclaration*, 5 mai 2014), « *un cadre commun de valeurs, autour des droits de l'homme* » (CFDT). Ils poursuivent leur collaboration avec le gouvernement largement désavoué par les travailleurs en se prêtant aux *« concertations »* de mise en place de ses plans.

« Le leader CGT Lepaon plaide pour « des discussions globales autour de la même table entre gouvernement, syndicats et patronat plutôt que des entretiens bilatéraux». « Notre inquiétude demeure sur le pacte de responsabilité et les mesures d'économies », a renchéri Jean-Claude Mailly de FO. »(*Le Nouvel observateur*, 11 avril 2014)

Au CHS de Caen, contre les suppressions de 20 emplois, la fermeture du labo, de la blanchisserie, etc., les travailleurs se sont mis en grève et ont eu affaire à la police (autre « *mission essentielle* » de l'État bourgeois). Loin de désigner le gouvernement pour responsable, d'appeler à la lutte unie pour l'affronter et le vaincre, les dirigeants de la CGT Santé essaient de renvoyer les travailleurs de l'hôpital de Caen dans les bras de Hollande et Touraine, sans doute pour une apaisante nouvelle concertation :

« La Fédération CGT Santé-action sociale exige l'intervention du gouvernement et de la ministre de la santé pour sortir de cette spirale conflictuelle qui n'a que trop duré. » (*Déclaration fédérale CGT santé-action sociale*, 6 mai 2014)

Au contraire, comprenant parfaitement qui est l'ennemi et la nécessité de ne pas rester isolés site par site, les hospitaliers mobilisés à Caen ont lancé un appel national :

« Aujourd'hui, l'heure n'est plus seulement à la contestation hôpital par hôpital, ni au repli dans sa boite, mais bien de donner une réponse nationale à un problème national. C'est pourquoi l'intersyndicale CGT – SUD, avec les personnels mobilisés de l'Établissement public de santé mentale de Caen se proposent de réunir en assemblée générale tous les représentants des hôpitaux qu'ils soient ou non en lutte, syndiqués ou non, ou de toutes appartenances syndicales. »

Des délégués représentant plus de 40 établissements se sont réunis, le 4 avril, et convoquent une nouvelle assemblée le 22 mai à Paris.

Pour qu'elle se constitue en cadre national de combat, il faut qu'elle appelle clairement à organiser la grève générale des agents hospitaliers pour battre le gouvernement : Constitution de comité dans chaque hôpital pour la préparer, élection des délégués ! Assez de grèves reconductibles séparées, éclatées site par site : grève totale et nationale jusqu'au retrait du plan Hollande – Touraine d'asphyxie de la santé publique ! Que les fédérations syndicales de la Santé y appellent nationalement ! Boycott de toutes les structures de participation à l'élaboration et la mise en place des attaques contre les personnels et les usagers du service public de santé ! Que le gouvernement se trouve seul face à la mobilisation unie des personnels avec leurs syndicats !

C'est la voie pour gagner, pour l'abrogation du pacte de responsabilité, de la loi HPST, le maintien de tous les hôpitaux publics, la réouverture des lits, des services et des établissements publics fermés, le recrutement des personnels nécessaires à leur fonctionnement, la défense des statuts de la fonction publique, la titularisation des précaires, l'augmentation des salaires !

C'est la voie pour imposer les solutions ouvrières au financement du droit aux soins de qualité pour tous : nationalisation sans indemnité des groupes capitalistes des soins, des médicaments et vaccins, des assurances, augmentation des cotisations des employeurs, suppression de la CSG sur les salaires et les pensions, gratuité de tous les soins.

18 mai 2014

Contre les bigots et les fachos, pour l'émancipation totale des femmes, des jeunes et des homosexuels

L'oppression des femmes et les classes sociales

Au sein de toute classe propriétaire des moyens de production, les femmes sont soumises au contrôle des hommes pour assurer la transmission du patrimoine aux héritiers « légitimes ». Dans la classe dominante, les femmes participent de l'exploitation par leur participation à la consommation du surproduit social. Cependant, elles sont vulnérables car menacées par la concurrence d'autres femmes (polygamie, répudiation…) et restent inférieures aux hommes (autorité du père ou du mari, non reconnaissance de leur besoins sexuels..)

Les prêtres (les viols de mineurs sont récurrents dans le clergé catholique et bouddhiste) et les hommes des classes dominantes satisfont leurs besoins sexuels sans souci de la morale qu'ils professent.

> *Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.* (Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848, GB, 2009, p. 19)

Ils le font au détriment des femmes réduites à la prostitution ou simplement vulnérables comme par exemple, Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI et meilleur candidat présidentiel du PS jusqu'en 2012.

Le prolétariat étant une classe dépossédée, l'organisation de la famille en son sein y est donc différente, mais reste soumise à la morale et la loi capitaliste.

> *Le prolétaire est sans propriété ; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise.* (Marx, *Manifeste*, p. 13)

Les défenseurs de la « famille » rejettent la majorité de la population

Cette dépossession du plus grand nombre facilite la diversité des formes de vie, au désespoir de ceux qui ont toujours prôné la soumission des femmes et des jeunes au sein d'une famille de parents hétérosexuels mariés, blancs et catholiques de préférence. Pour les pétainistes du Printemps français et de Civitas, la bataille pour l'égalité des sexes et pour les droits des homosexuels n'est qu'un complot pour fabriquer des homosexuels et détruire la nation.

> *La France est actuellement soumise à des forces qui veulent l'asservir entièrement.* (PF, *Communiqué,* 21 mai 2013)

Leur France est aussi mythique que leur délire. Jamais toute l'humanité n'a vécu dans le cadre d'une famille composée de parents de sexe différent et mariés. Les sociétés du début du 21e siècle voient coexister des parents hétérosexuels élevant leurs enfants biologiques, des parents élevant seuls leurs enfants (souvent des femmes), des couples hétérosexuels décidant de ne pas avoir d'enfants temporairement ou définitivement, des parents avec d'autres enfants que leur descendance biologique, des jeunes cohabitant sans lien sexuel, des couples d'homosexuels, la solitude choisie ou contrainte…

> *200 000 personnes sont en couple avec une personne du même sexe.* (*INSEE première,* février 2013)

> *Le nombre de familles monoparentales a été multiplié par deux depuis le début des années 1980, pour atteindre 2,4 millions en 2007, soit 6,3 millions de personnes.* (Bernard Capdeville, *Les évolutions contemporaines de la famille,* Conseil économique et social, novembre 2013, p. 8)

> *Le nombre de familles recomposées augmente également. 720 000 familles sont recomposées, soit 9 % des familles avec au moins un enfant mineur.* (p. 48)

Les liens juridiques qui entérinent les couples évoluent (droit au divorce, égalité des époux, introduction du divorce par consentement mutuel, égalité des parents, transmission du nom…) et se différencient (mariage, pacs, sans lien juridique…).

> *Au 1er janvier 2012, la France comptait 65,3 millions d'habitants…. Début 2011, 31,7 millions de personnes majeures déclaraient être en couple, qu'elles soient mariées (73,1 % des adultes en couple), pacsées (4,3 %) ou vivant en union libre (22,6 %) ; 4 % de ces couples ne vivaient pas sous le même toit… 80 % des 20-24 ans vivant en couple sont en union libre.* (Bernard Capdeville, p. 46)

Avec l'allongement de la durée de vie, les individus passent bien plus souvent d'une forme de famille à une autre et presque 10 millions de personnes adultes vivent seules.

La double exploitation des femmes prolétaires

Les femmes ont toujours travaillé, en accomplissant la plus grande partie du travail domestique au sein de leur propre famille et en participant à la

production agricole familiale. Avec le capitalisme, elles composent une part du prolétariat, personnel domestique (bonnes, cuisinières, nourrices, femmes de chambre, gouvernantes…) au service des classes propriétaires et parasitaires, mais aussi ouvrières (industrie textile, industrie du tabac…). Mais, l'inégalité perdure : dans les manufactures, seuls les hommes peuvent devenir contremaîtres.

> *L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et que cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société.* (Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État,* 1884, Éditions sociales, 1975, p. 82)

La famille est le cadre où le prolétaire subvient à ses besoins vitaux et restaure sa force de travail, c'est également en son sein que les prolétaires élèvent et éduquent leurs enfants. Elle a donc une double fonction reproductive, en ce sens où elle œuvre à la reproduction quotidienne de la force de travail et à la reproduction du prolétariat lui-même. Ces deux fonctions nécessitent un ensemble de tâches, le travail domestique, que la bourgeoisie tente de faire assurer gratuitement par l'institution familiale, c'est à dire au prolétariat lui-même.

> *En 2010, entre 42 et 77 milliards d'heures de travail domestique ont été effectuées en France. Rapporté aux 38 milliards d'heures de travail rémunéré réalisées sur la même période, le temps de travail domestique est donc au minimum égal au temps de travail rémunéré.* (*INSEE première,* novembre 2012)

Toutefois, cela entre en contradiction avec l'exploitation des femmes comme travailleuses salariées. De là cette double exploitation, le travail dévolu à la femme au sein de la famille sert de prétexte à sa surexploitation salariale (chômage, temps partiel, salaire inférieur…), qui sert à son tour à justifier l'inégalité face au travail domestique.

> *La présence d'enfant dans le couple va de pair avec des temps partiels plus fréquents pour les femmes qui occupent un emploi, et, à partir de trois enfants, avec une nette diminution du taux d'emploi des femmes. De ce fait, la contribution des femmes est de 39 % dans les couples sans enfant, contre respectivement 38 % et 36 % quand il y a un ou deux enfants mineurs, et enfin 27 % quand il y a trois enfants ou plus.* (*INSEE première,* mars 2013)

Bien sûr, ces carrières incomplètes impactent directement leurs ressources à la retraite.

> *Le montant moyen de la pension de droit propre - tous régimes confondus- s'élève fin 2008 à 833 euros par mois pour les femmes, contre 1 743 euros par mois pour les hommes »* (*Femmes et hommes, regards sur la parité,* INSEE, 2012, p. 39)

La lente marche vers l'égalité

Au sein du mouvement ouvrier naissant, les hommes dominent et ils sont souvent hostiles au travail des femmes, un triste exemple étant l'anarchiste Proudhon.

> *À travers les syndicats, les hommes ont défendu leurs prérogatives… Les ouvriers de métier qui s'expriment au sein des congrès ouvriers sont fortement marqués par la pensée de Proudhon sur l'infériorité féminine.* (Françoise Battagliola, *Histoire du travail des femmes,* La Découverte, 2000, p. 43)

Au sein de l'Association internationale des travailleurs, les communistes internationalistes comme Marx combattent les préjugés proudhoniens. La 1e Internationale réclame en 1866 l'égalité des salaires à travail égal et la prise en charge de l'instruction des enfants par l'État (*La Première internationale,* 10-18, 1976, p. 100). Le SPD, section allemande de la 2e Internationale, soutient le mouvement homosexuel CHS (Comité humanitaire scientifique). La révolution russe instaure dès 1917 l'égalité juridique entre hommes et femmes, inclus le droit de vote, et supprime les dispositifs pénaux contre l'homosexualité. En 1920, l'URSS assure gratuitement l'avortement. Le médecin psychiatre Wilhelm Reich lance en 1930 Sexpol avec l'appui du KPD, section allemande de l'Internationale communiste, pour émanciper la jeunesse ouvrière. En France, contre l'Église catholique, les monarchistes (et aussi le parti bourgeois prétendument progressiste, le Part radical), l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier soutient l'émancipation des femmes.

Inversement, la dégénérescence stalinienne de l'URSS et social-patriote des partis communistes s'accompagne d'une régression dans « l'ordre moral ». La famille traditionnelle est vantée par la bureaucratie en URSS, les homosexuels sont de nouveau persécutés à partir de 1934.

> *Un des membres de la Cour suprême soviétique… justifie la prochaine interdiction de l'avortement en disant que la société socialiste ne connaissant pas le chômage, la femme ne peut avoir le droit de repousser les « joies de la maternité ». Philosophie de curé disposant par surcroît de la poigne du gendarme.* (Lev Trotsky, *La révolution trahie*, 1936, Minuit, 1963, p. 103)

En 1949, le PCF stalinien s'allie avec l'Église catholique pour censurer les bandes dessinées ; en 1956, le PCF prend position, comme le régime de Vichy et l'Église catholique, contre le droit à l'avortement ; en 1972, le PCF condamne, comme le Pape, l'homosexualité…

La bourgeoisie française accède lentement aux exigences féministes. Avec les crises révolutionnaires, une femme devient ministre en1936, le droit de vote est accordé aux femmes en 1945. Mais en 1946, le gouvernement De Gaulle (MRP-PS-PCF) crée « l'allocation de salaire unique » pour inciter les femmes à rester au foyer. A l'opposé, une socialisation des tâches domestiques est esquissée avec les crèches et l'école, la restauration collective… En outre, leur meilleure prise en charge par les hommes et surtout le progrès technique (lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle, etc.) diminuent le temps de travail domestique des femmes.





Xavier Gorce

La poussée révolutionnaire des années 1960-1970, combinée au combat incessant depuis 1956 du Mouvement pour le planning familial et à la renaissance du mouvement féministe débouche sur un droit limité à la contraception en 1967 puis à l'avortement en 1974. À chaque fois, la réaction se déchaine, des groupes fascistes aux prélats catholiques en passant par de nombreux notables UDR-RPR-UMP : insultes, mensonges, menaces, violences… En 1985, « l'allocation parentale d'éducation » du gouvernement Mitterrand-Fabius (PS-PSU-MRG) pousse les femmes à abandonner le salariat, avec l'approbation de l'Église catholique.

À juste titre, le PS, le PCF et le PdG ont voté en avril 2013 une loi qui permet aux homosexuels qui le désirent de se marier, mais le gouvernement a reculé sur le droit à la procréation médicale assistée pour tous les couples, face aux manifestations réactionnaires qui rassemblent intégristes, fascistes du Printemps français, partis bourgeois UMP, PCD et MPF. Les bandes fascistes attaquent des féministes et des homosexuels, les locaux du PS et des LGBT sans que les partis ouvriers ni les organisations syndicales leur fassent barrage [voir *Révolution communiste* n° 5].

Sans révolution sociale internationale, aucun progrès n'est garanti

En Pologne, les crucifix ornent les écoles et l'avortement est quasi-interdit depuis 1997. En Irlande, il reste très restreint. Aux États-Unis, les bigots intimident les filles et les femmes qui veulent avorter, voire assassinent les médecins qui pratiquent l'IVG. En Russie, Poutine qui privilégie la religion chrétienne orthodoxe, a fait adopter en 2013 une loi contre les homosexuels. Le PP post-franquiste au pouvoir en Espagne s'emploie, avec l'Église catholique, à interdire de nouveau l'avortement. En France, des parents retirent leurs enfants de l'école car des groupes fascistes et islamistes font courir la rumeur que les professeurs *« vont obliger les garçons à s'habiller en fille »* (pas l'inverse ?).

Les religions doivent être séparées de l'État, exclues de l'école. L'État n'a pas à se mêler de ce que font entre eux les jeunes consentants, a fortiori les adultes consentants. Les droits et les obligations ne peuvent dépendre ni du sexe d'une personne, ni de son orientation sexuelle.

Les revendications en ce sens des femmes, des enseignants, des jeunes et des homosexuels, leur autodéfense contre les bigots de tout poil et les fascistes, l'accès à la contraception et à l'avortement doivent être soutenus par le mouvement ouvrier. Mais il faudra la victoire de la révolution socialiste mondiale pour empêcher tout retour en arrière et créer les conditions matérielles et sociales de l'émancipation totale des femmes (donc de l'épanouissement de tous).

Adresse internationale du 1er mai

Cent ans après la 1re Guerre mondiale, seule la révolution prolétarienne internationale peut empêcher la marche à l'abîme du capitalisme



En 1914, les conflits entre les puissances impérialistes pour le partage du monde ont mené l'Europe à la catastrophe provoquant 19 millions de morts de tous les continents.

La seule force capable d'empêcher ou d'abréger la boucherie était la classe ouvrière mondiale, qui n'avait aucun intérêt dans cette guerre. Mais les principaux partis de la 2e Internationale ouvrière capitulèrent devant leur bourgeoisie respective et n'appelèrent pas les travailleurs – contrairement aux décisions de l'internationale –à la lutte révolutionnaire pour empêcher la guerre mais les envoyèrent au massacre avec leurs slogans sociaux-patriotes.

Seule une minorité du mouvement ouvrier, conduite par le Parti bolchevik, résista au social-patriotisme, jetant ainsi les bases de la révolution victorieuse d'octobre 1917 en Russie et de la 3e Internationale ouvrière en mars 1919.

L'isolement de la révolution russe a conduit à la prise du pouvoir par la bureaucratie de l'État en 1924 au nom du « socialisme dans un seul pays », ce qui a entraîné la dégénérescence de l'Internationale communiste. Tout comme les dirigeants travaillistes et sociaux-démocrates, les dirigeants staliniens se sont soumis à la bourgeoisie et ont trahi la révolution : en Chine en 1927, en Allemagne en 1933, en France en 1936, en Espagne en 1936 et 1937…

De la lutte au sein de la 3e Internationale contre le stalinisme, contre le social-patriotisme et le front populaire, surgit en 1938, la 4e Internationale. Mais celle-ci ne prit jamais la tête des masses. Au contraire, sa propre direction abandonna le programme marxiste, sous la pression du stalinisme à son zénith après la 2e Guerre mondiale.

Faute de parti mondial de la révolution socialiste, les luttes de la jeunesse et des travailleurs dans les pays impérialistes, dans les pays capitalistes dominés et dans les pays à économie collectivisée sont donc restées sans direction révolutionnaire. Faute de parti communiste et internationaliste, les bureaucraties des États ouvriers dégénérés sont parvenues à écraser les révoltes prolétariennes qui les ont menacées à partir de 1953 (en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Pologne…), se sont affrontées militairement à partir de 1978 (agression du Cambodge contre le Vietnam, de la Chine contre le Vietnam) puis ont rétabli le capitalisme à partir de 1989 (en Europe de l'Est, en Russie, en Chine…).

La plupart des partis ouvriers réformistes ont renié le socialisme (qui était faussement confondu avec l'étatisation partielle de l'économie nationale, alors qu'il s'agit de l'émancipation internationale des travailleurs par eux-mêmes). Les anciens staliniens, les sociaux-démocrates et les travaillistes se contentent de dénoncer la finance, comme si elle pouvait être séparée du capitalisme en déclin.

Les directions syndicales combattent de toutes leurs forces la grève générale et s'associent aux attaques capitalistes.

Les anciens chefs des guérillas castristes et maoïstes se sont transformés en gouvernants capitalistes (Brésil, Népal, Nicaragua, Uruguay..) ou en narco-trafiquants (Colombie…).

Au Chili, le Parti « socialiste » et le Parti « communiste », sans tirer aucune leçon du coup militaire de la bourgeoisie de 1973, gouvernent de nouveau pour le capitalisme et financent encore l'armée bourgeoise criminelle. En Autriche et en Allemagne, le parti « socialiste » gère le capitalisme avec les partis démocrates-chrétiens. En Italie, les staliniens défroqués et des démocrates-chrétiens ont fusionné dans le Parti démocrate qui gouverne actuellement au compte de la bourgeoisie. Le Parti « socialiste » français détruit les conquêtes sociales antérieures et envoie des troupes coloniales au Mali et en Centrafrique.

Le Parti « communiste » cubain a commencé à restaurer le capitalisme. Le Parti « communiste » chinois est devenu le parti des capitalistes qui interdit toute organisation indépendante des travailleurs.

Le gouvernement du Parti « communiste » sud-africain et de l'ANC bourgeoise a massacré les mineurs en grève d'Afrique du Sud en 2012. L'ancien

polpotiste Hun Sen a fait tirer au début de l'année sur les ouvriers du textile au Cambodge.

Le Parti « communiste » égyptien appuie la junte militaire et le Parti « communiste » libanais soutient le « Parti de Dieu » (Hezbollah)…

Les organisations centristes, semi-réformistes, ne font pas mieux : la TMI grantiste et la « Quatrième internationale » mandéliste ont adulé feu le colonel Chavez au Venezuela. Les deux « Quatrième internationale » healystes soutiennent le bourgeois tortionnaire Assad en Syrie. Les SR cliffistes d'Égypte ont oscillé entre les deux factions de la bourgeoisie, les Frères musulmans et l'état-major de l'armée, aussi anti-ouvrières l'une que l'autre. L'UIT-QI et la LIT-QI morénistes ont applaudi le coup d'État de l'armée égyptienne et le coup d'État en Ukraine *(« une victoire démocratique qui éclaire le chemin des peuples du monde et terrorise les classes dominantes »,* LIT, 26 février).

À la fin du 20e siècle, la bourgeoisie mondiale et ses agents ont exulté, expliquant que le capitalisme était éternel et que toute tentative des opprimés et des exploités de le renverser était vouée à l'échec.

Mais la réalité est que le capitalisme ruine l'environnement, fait subir à l'humanité crise économique sur crise économique, nourrit les conflits religieux et ethniques, multiplie les frontières. La putréfaction du capitalisme, les trahisons de stalinisme, l'impuissance des bourgeoisies nationales d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique ont même abouti à la montée du fondamentalisme religieux diviseur des prolétaires, défenseur de la propriété privée, du patriarcat (islamiste mais aussi chrétien, bouddhiste, hindouiste…). Là où ils ont accédé au pouvoir (Arabie, Qatar, Iran, Gaza, Égypte, etc.), les islamistes ont montré qu'ils savaient persécuter les révolutionnaires, les syndicalistes, les femmes, les jeunes, les artistes et les homosexuels mais qu'ils étaient incapables d'assurer le développement, de renverser l'impérialisme et le sionisme. Des partis racistes (Tea Party, FN, UKIP…) et nazis (Aube dorée, Jobbick, Sovoboda…) réapparaissent dans les vieilles démocraties bourgeoises (États-Unis, France, Grande-Bretagne…), les États dominés de l'Union européenne (Hongrie, Grèce…) et les États issus de l'éclatement de l'URSS : en Russie, ils sont tolérés ; en Ukraine, ils participent au gouvernement soutenu par les États -Unis et l'Union européenne.

Comme avant 1914 et avant 1939, des blocs impérialistes se dessinent, l'un entre les vieilles puissances impérialistes (États-Unis, Allemagne, Japon…), l'autre entre les nouveaux arrivants qui sont obligés d'affronter les premiers pour découper leur propre zone de domination (Chine, Russie…). Des conflits militaires entre les grandes puissances se déroulent déjà par cliques interposées en Ukraine, en Syrie, en Centrafrique, au Soudan…

Aux mains de la bourgeoisie, des propriétaires des moyens de production, les forces productives tendent à se transformer en forces destructives. Au lieu de satisfaire les besoins, de les élargir, d'assurer le progrès, de perfectionner la civilisation, le régime de la propriété privée et du profit aboutit non seulement à l'exploitation du plus grand nombre mais au chômage de masse, à la pauvreté de milliards d'humains, au dépenses militaires inouïes, à l'obscurantisme, au cléricalisme et au chauvinisme, aux déplacements forcés de populations, à l'accélération du réchauffement climatique, à la destruction irréversible d'espèces animales et végétales, à la pollution…

Pourtant, il y a une résistance mondiale à l'impérialisme et à ses conséquences barbares. La révolution sociale et internationale menée par les exploités et les opprimés peut renverser le capitalisme par l'insurrection et l'expropriation des groupes capitalistes, sauver la planète et assurer l'épanouissement de tous et de chacun(e) par le pouvoir démocratique des conseils.

Pour y parvenir, il faut que les travailleurs des villes et des campagnes ne fassent plus aucune confiance à telle ou telle fraction de la bourgeoisie (russe ou américaine, civile ou militaire, laïque ou cléricale, nationale ou étrangère…), ni aux « réformistes » et aux « centristes » qui les enferment dans ces faux choix et toujours se soumettent aux exploiteurs.

L'avant-garde, à l'échelle mondiale et dans chaque pays, doit renouer avec le marxisme, se regrouper pour construire une nouvelle internationale communiste et bâtir dans chaque État un parti ouvrier révolutionnaire.

Collectif révolution permanente
(Autriche, France, Pérou)

Déclaration interna

Ni repli national, ni « Union » européе

Les représentants des bourgeoisies de toute l'Europe expliquent à ceux et celles qu'ils exploitent soit que l'Union européenne leur est bénéfique et assure la paix, soit qu'elle est la cause des crises économiques et du chômage et qu'il faut revenir à la monnaie nationale et fermer les frontières. Les deux affirmations sont aussi mensongères l'une que l'autre. L'Union européenne n'a pas protégé pas de la crise capitaliste mondiale, ni du retour des conflits militaires sur le continent. Le protectionnisme plongerait dans la dépression économique et déboucherait sur la guerre. Pour se défendre, les travailleurs doivent affirmer leur indépendance à l'égard de tous les capitalistes, leur arracher le pouvoir, unifier le continent.

> *Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en-haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme.* (Léon Trotsky, *Le Programme de la paix*, mai 1917)

L'Europe, plus divisée et impuissante que jamais après 57 ans de prétendue « Union européenne »

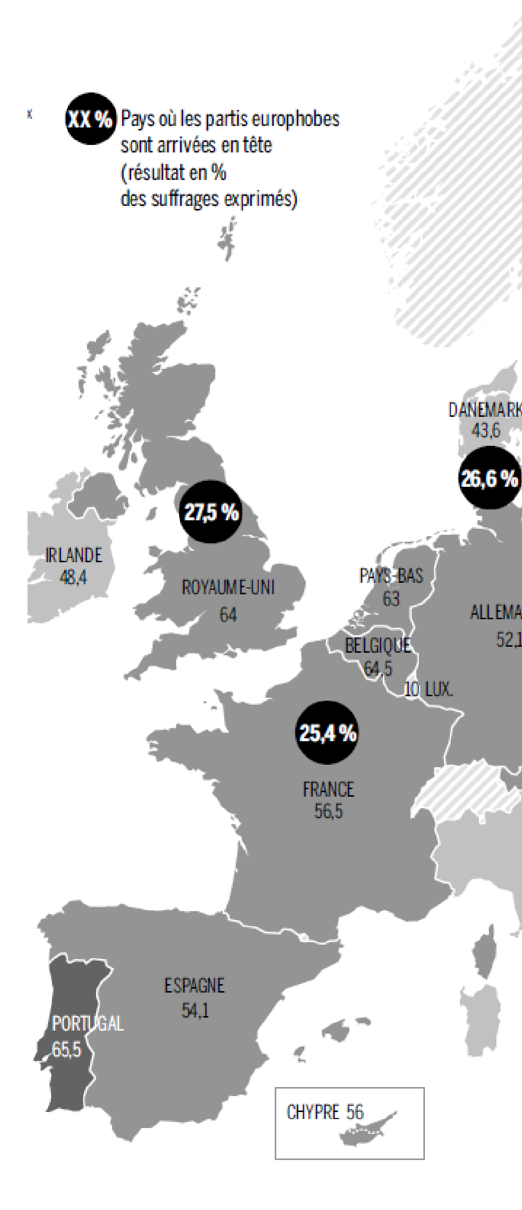
L'Union européenne est née d'un compromis bancal entre un certain nombre de bourgeoisies d'Europe de l'Ouest conscientes de l'étroitesse insupportable de leurs frontières.

> *L'État national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives.* (*Manifeste de l'Internationale communiste,* mars 1919)

Après la deuxième guerre mondiale, ces gouvernements étaient traumatisés par la catastrophe à laquelle avaient conduit les tentatives de surmonter l'archaïsme de leurs frontières par la violence impérialiste. En effet, au cours de deux conflits mondiaux qui se sont déroulés surtout sue le sol de l'Europe, le vainqueur réel fut les États-Unis capitalistes d'Amérique qui disposaient d'un marché national de taille continentale. La bourgeoisie allemande, après l'échec du 3e Reich, ne pouvait avancer ses pions que sous le masque d'un regroupement ; la bourgeoisie française, avec l'écroulement de son empire colonial, ne pesait plus guère dans les relations internationales, malgré les fanfaronnades du général De Gaulle.

L'Union européenne s'est révélé une tentative dérisoire et vaine d'empêcher le déclin du capitalisme européen. Pour réussir pleinement, il lui aurait fallu unifier pacifiquement l'Europe. Certes, la nécessité impérieuse des échanges de marchandises, de capitaux et de main-d'oeuvre entre les économies capitalistes a poussé 22 États à rejoindre les 6 fondateurs de 1958 et 18 d'entre eux ont même réussi, pour faciliter ces échanges économiques et pes fier la monnaie en 1992.

Reste que leur Union européenne e décadence historique du capitalisme incapables de fusionner entre elles chaïques car chacune d'entre elles e Celui-ci lui est indispensable pour ga riat (dont, partout, une partie est d' ses intérêts contre les autres bourgeo

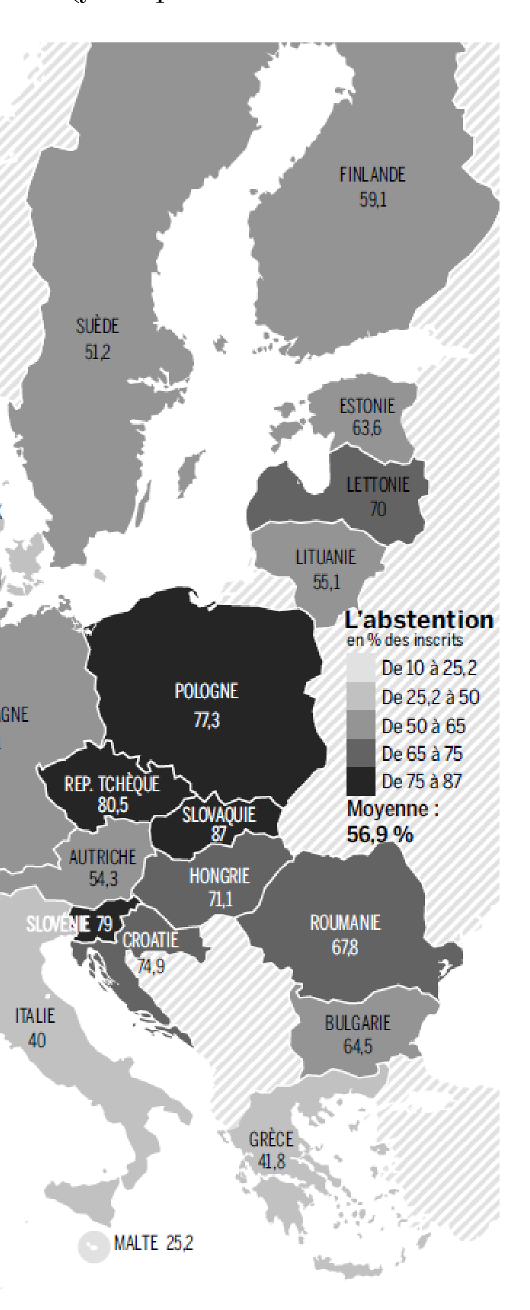


ationale du CoReP

nne : États-Unis socialistes d'Europe !

ser davantage dans le monde, à uni-

st apparue trop tard, à l'époque de
. Les bourgeoisies européennes sont
et de supprimer les frontières ar-
est inséparable de son État national.
arantir l'exploitation de son prolétа-
origine étrangère) et pour défendre
oisies (y compris ses voisines du con-



tinent). Par conséquent, ces puissances impérialistes restent divisées et impuissantes face aux impérialismes américain, japonais, chinois et russe, les frontières se multiplient dans un continent déjà émietté et la guerre y sévit de manière récurrente.

Après l'éclatement de la Yougoslavie, celui de l'Ukraine ?

Des partis nationalistes bourgeois clament que les régions les plus prospères (Flandre, Lombardie, Catalogne, Ecosse...) doivent se séparer du reste de l'État national, comme si des États capitalistes rabougris pouvaient échapper aux crises capitalistes mondiales et à la domination étrangère.

> *Seule, la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les États nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolue, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.* (*Manifeste de l'Internationale communiste,* mars 1919)

Quand la bureaucratie stalinienne tchécoslovaque a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, le pays a éclaté dès 1992 en deux États, intégrés à l'Union européenne (en pratique, sous influence allemande) et à l'OTAN (dirigée, de fait, par les États-Unis).

Quand la bureaucratie yougoslave a décidé de restaurer le capitalisme, les rivalités entre la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie française ont nourri la guerre civile de 1991 à 1999 et abouti à l'éclatement entre 6 États. L'OTAN, par décision américaine et avec la participation de l'armée belge et de l'armée française, a bombardé la Serbie pour mettre fin conflit. Les rêves nationalistes ont abouti à la soumission de ces confettis soit à la Russie, soit à l'Union européenne, au prix de la destruction des infrastructures, d'un million de déplacés et de 300 000 morts.

Quand la bureaucratie russe a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, l'URSS a éclaté. Depuis, la bourgeoisie russe dispute à la bourgeoisie américaine, allemande et française les nouveaux États capitalistes formellement indépendants mais qui sont aux mains d'oligarques incapables de développer le pays et donc d'assurer son autonomie.

C'est le cas en Ukraine où les aspirations à vivre mieux et à vivre libre furent détournées, faute que la classe ouvrière en prît la tête, tant en 2004 qu'en 2013. Les exigences de l'Union européenne aggraveraient encore le sort des travailleurs, tandis que le puissant voisin russe fait du chantage à la fourniture de gaz naturel. Début 2014, l'Union européenne et les États-Unis couvrirent la participation de partis fascistes au nouveau gouvernement. Misant sur l'absence d'armée de l'UE et sur les échecs de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan, l'armée russe occupait déjà une

partie de la Moldavie et de la Géorgie, après avoir maintenu la Tchétchénie dans son territoire par la plus grande violence en 1994-96 et en 1999-2000. Poutine a incorporé en avril 2014 la Crimée à la Russie, malgré l'hostilité d'une minorité ukrainienne et d'une minorité tatare ; une guerre civile larvée continue en Ukraine entre cliques capitalistes vendues aux bourgeoisies voisines. La CIA conseille le gouvernement de Kiev qui couvre des massacres comme à Odessa. Les troupes de choc de l'armée russe, masquées, entrent sur le territoire ukrainien. Après avoir occupé la Crimée, les « forces spéciales » ont aidé les milices pro-russes, qui comportent aussi des éléments fascistes, à prendre le contrôle de plusieurs villes de l'est de l'Ukraine où les opposants sont parfois liquidés physiquement.

> *En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents États est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres en politique.* (Vladimir Lénine, *Sur le mot d'ordre des États-Unis d'Europe*, août 1915)

Le mythe chauvin de la Commission de Bruxelles au-dessus des États bourgeois nationaux

Aucun gouvernement ne néglige d'attribuer à l'Union européenne la responsabilité des mesures impopulaires qu'il prend pour sa bourgeoisie. Le Parti conservateur britannique et l'UMP française usent régulièrement de cette ficelle. Les partis fascisants et les partis fascistes, comme une partie du mouvement ouvrier (en particulier les anciens partis staliniens), dénoncent une « Europe » toute puissante qui dicterait leur conduite aux États nationaux dépouillés de leur souveraineté. Ce poison nationaliste est un leurre.

Le Parlement européen n'a pas de réels pouvoirs, puisque les décisions de l'Union européenne sont prises par le « Conseil européen » (et dans une moindre mesure le « Conseil de ministres »), c'est-à-dire par accord entre les 28 gouvernements exécutifs nationaux. Elles sont appliquées par la « Commission européenne » dont les commissaires sont nommés par les gouvernements nationaux. De même, le président et les gouverneurs de la Banque centrale européenne sont nommés par les 18 gouvernements de la zone euro.

L'Union européenne repose sur des compromis entre les États qui la composent et en particulier sur des tractations entre les plus puissants (Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne). Les « sommets franco-allemands » ne figurent pas dans les traités communautaires, mais ils préparent, depuis 1957, les réunions du Conseil européen, en passant par-dessus la tête de la Commission et du Parlement. Ainsi, aucune décision importante de l'UE n'a été prise sans l'accord des pouvoirs exécutifs allemand et français : création du marché commun en 1957, adoption d'une politique agricole commune en 1962, élargissement de 1973, adoption de parités fixes entre les monnaies en 1979, décision d'une monnaie unique en 1992, lancement de l'euro en 1999, élargissement de 2004, adoption de nouvelles règles de fonctionnement en 2009, aide à la Grèce en 2010…

Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État. D'abord, elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts et elle est financée pour l'essentiel par des contributions des États membres. Ensuite, ces ressources s'élèvent à moins de 1 % du PIB de la zone. Enfin, les bourgeoisies allemande et britannique viennent d'exiger - et d'obtenir - que ce budget baisse.

L'Union européenne n'a guère de politique internationale commune et ne dispose d'aucun moyen militaire pour l'appliquer. L'intervention impérialiste américaine, britannique, italienne, espagnole en 2003 en Irak s'est faite contre l'avis de la Russie, de l'Allemagne et de la France. L'intervention impérialiste américaine, française, britannique, italienne et espagnole en 2011 en Libye a eu lieu malgré le gouvernement allemand. Les interventions impérialistes françaises en 2013 au Mali et en Centrafrique ont été décidées sans consulter l'UE ni les autres gouvernements.

Derrière une façade démocratique, l'Union européenne recouvre une hiérarchie d'États, avec à sa tête une poignée de grands pays impérialistes, à la base des pays dominés et entre les deux des impérialismes de taille réduite.

Lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, ce fut chacun pour soi en Europe : chaque État a financé abondamment, sans aucun respect du « libéralisme » ni des règles de déficit public et de dette publique de l'UE, ses groupes financiers et ses entreprises automobiles. Aucune sanction n'a jamais été prise par la Commission européenne pour

manquement aux limites budgétaires fixées par les traités (déficit public inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 %).

Les gouvernements allemand, français, italien et britannique s'entendent pour faire payer la crise capitaliste mondiale à leurs travailleurs et à ceux de Grèce, du Portugal, d'Espagne et d'Irlande

La dette publique dans l'Union européenne est aujourd'hui en moyenne de 93 % du PIB. La tentative de remise en ordre des finances publiques et l'exaspération de la concurrence entre capitalismes ont abouti partout, même dans les pays les plus riches de l'UE, à des attaques contre le prolétariat sur les lieux d'exploitation (baisse de salaire, allongement du temps de travail, intensification du travail, baisse des pensions de retraite, facilité de licenciement...) et par la baisse des dépenses sociales (pensions de retraite, accès à la santé, accès à la formation...).

Quant aux capitalismes nationaux les plus faibles, ils se sont littéralement effondrés lors de la crise capitaliste mondiale en 2009, ce qui conduit leurs États respectifs à une « crise de la dette publique » en 2010, c'est-à-dire au refus des groupes financiers de continuer à leur prêter sur le marché financier.



Malgré les réticences initiales du gouvernement allemand, les États périphériques ont fini par obtenir l'aide conjointe du FMI, de l'UE et de la BCE car l'euro, voire l'Union européenne elle-même, étaient menacés. Successivement, les bourgeoisies de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne et de Chypre ont donc reçu des prêts colossaux, le remboursement se faisant sur le dos des travailleurs : baisse massive des salaires, licenciement de centaines de milliers de fonctionnaires, etc. Les prolétariats de ces pays sont appauvris, paupérisés, laissés sans perspective par leurs directions traditionnelles qui s'emploient à préserver leur bourgeoisie et ne proposent en guise de diversion que les échéances électorales et des « journées d'action » symboliques.

La résistible montée du racisme et du fascisme

Dans chaque pays membre, une fraction du capital n'avait pas su faire face à l'ouverture des frontières et à la compétition des autres firmes européennes. La montée irrésistible de l'Allemagne, depuis son absorption de la RDA en 1980 et l'ouverture de l'Europe centrale à ses marchandises et à ses capitaux inquiète les autres bourgeoisies de l'UE. La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a creusé l'écart entre le capitalisme allemand et son rival français.

Une partie de la bourgeoisie allemande et de la néerlandaise est réticente à prendre en charge les bourgeoisies du Sud.

Les partis racistes et fascistes se servent des étrangers comme de boucs émissaires. Les gouvernements les plus « démocratiques » chassent les travailleurs immigrés et même les Roms qui sont pourtant citoyens de pays membres (c'est le cas du gouvernement PS en France).

Le chômage de masse, conjugué à l'impuissance, à la couardise et aux trahisons répétées des partis « réformistes » et des directions syndicales, alimentent la montée des partis xénophobes qui vont jusqu'au néonazisme. Des groupes et partis fascistes attaquent déjà les militants ouvriers, les minorités nationales et les étrangers avec la complicité de la police en Grèce, Allemagne, en Hongrie, en France...

Le front unique des organisations ouvrières et étudiantes pourraient y mettre rapidement fin, mais il faudrait qu'elles cessent de faire confiance à l'État bourgeois, à ses lois, à ses juges et à ses policiers pour contrer « l'extrême-droite ». Pour couper l'herbe sous le pied des partis racistes et fascistes, il faudrait que les organisations issues de la classe ouvrière rompent avec toute leur bourgeoisie, avec la fraction pro-UE comme avec la fraction anti-UE, avec le prétendu « intérêt national » qui divise la classe ouvrière et la soumet à ses exploiteurs, qu'elles s'engagent dans la voie du gouvernement des travailleurs.

Pour la révolution sociale dans toute l'Europe, de la Turquie à l'Islande, du Portugal à la Russie

Les prolétaires, pour s'émanciper et libérer la société de l'entrave et de la menace que représente désormais le mode de production capitaliste, doivent affronter la bourgeoisie tout entière. Par conséquent, lors des élections au Parlement européen, les travailleurs ne peuvent pas voter pour les listes des partis bourgeois, ni les listes qui mélangent les partis ouvriers et les partis bourgeois, ni même les listes de partis ouvriers qui soutiennent le gouvernement bourgeois en place.

Les partis sociaux-patriotes (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « socialistes », « communistes »), flanqués des organisations centristes (les faux « trotskystes » qui renient l'insurrection et la dictature du prolétariat, les débris du maoïsme, etc.) prétendent améliorer l'Union européenne ou, encore plus stupidement, que le capitalisme dans un seul pays est viable et préférable. Les partis « réformistes » qui gouvernent le font pour leur bourgeoisie et contre la classe ouvrière. Les directions syndicales sont aussi des bureaucraties qui n'ont plus à « négocier » que les attaques patronales et gouvernementales.

Cent ans après la première guerre mondiale, pour empêcher l'Europe de sombrer à nouveau dans le nationalisme et la guerre, pour ouvrir un avenir progressiste, il faut au prolétariat une nouvelle direction, une internationale ouvrière et dans chaque État un parti de type bolchevik, internationaliste et révolutionnaire.

Ainsi, les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. pourront s'unir et rallier les chômeurs, les couches semi-exploitées (travailleurs indépendants, encadrement), les jeunes en formation pour renverser la domination de la minorité bourgeoise, conquérir le pouvoir politique, abolir les anciens rapports de production, étendre la révolution européenne, collaborer avec les autres gouvernements ouvriers issus de la révolution socialiste dans les pays qui constituaient l'UE et les autres (y compris la Turquie que « l'Europe » capitaliste rejette).

> *Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale.* (Léon Trotsky, *Le Tournant de l'IC et la situation en Allemagne,* septembre 1930)

- Alignement du droit du travail sur les règles les plus avantageuses de toute l'Europe ! Interdiction des licenciements ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Distribution du travail entre tous les travailleurs ! Libre circulation des travailleurs de tous les pays ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Contrôle des travailleurs sur l'embauche et la production !
- Enseignement et soins de qualité et gratuits ! Annulation de toutes les attaques contre le salaire indirect ! Expropriation sans indemnité des banques et des compagnies d'assurances ! Annulation de toutes les dettes publiques !
- Séparation complète de l'État et de toute religion ! Aucune subvention d'aucun culte ! Interdiction de toute propagande religieuse dans les lieux de formation ! Libre accès dans toute l'Europe à la contraception et à l'interruption de grossesse !
- À bas tous les traités militaires et économiques bourgeois ! Fin des interventions militaires extérieures européennes et fermetures des bases militaires à l'étranger !
- Autodéfense des luttes ouvrières et des organisations ouvrières contre toutes les bandes du capital ! Dissolution des armées professionnelles et armement de la population !
- Renversement de tous les gouvernements bourgeois ! Création de conseils de travailleurs ! Gouvernement sans ministre bourgeois basé sur les conseils ! Suppression des frontières ! États-Unis socialistes d'Europe !

L'ennemi principal est dans notre propre pays. L'unité de l'Europe ne pourra être que le fruit d'une révolution sociale menée par une classe qui n'est ni possédante ni exploiteuse, qui est internationale et non nationale.

Le triomphe de la révolution socialiste dans le continent donnera un élan à la révolution en Afrique du Nord, au Proche-Orient et dans le monde entier, ce qui permettra d'assurer les conditions du socialisme mondial. Construisons l'internationale dont les drapeaux rouges proclameront : vive l'union des gouvernements ouvriers et paysans du monde !

13 mai 2014
Collectif révolution permanente
(Autriche, France, Pérou)

L'impérialisme allemand s'affirme au détriment des travailleurs


Berlin, 2 mai 1945, photo Evgueni Khaldei

Sa défaite de 1945 met la bourgeoisie allemande à genoux

Le 3e Reich échoue face à la résistance des peuples de l'URSS et à la supériorité économique et militaire de l'impérialisme américain.

La tentative des États-Unis de s'en prendre à l'URSS en 1947 conduit en riposte la bureaucratie de l'URSS à exproprier le capital et la grande propriété foncière dans l'Europe centrale et orientale qui est sous son contrôle militaire. L'Allemagne est divisée pour plus de 40 ans. Avec la « guerre froide », la bourgeoisie est remise en selle par le gouvernement américain, elle retrouve un État et une armée. La République fédérale adhère à l'OTAN en 1955 (dirigée par les États-Unis) et lance avec la France le « marché commun » en 1957 (qui deviendra l'Union européenne en 1992). Un État ouvrier dégénéré, la RDA, s'oppose à partir de 1949 à la RFA capitaliste. Au nom du socialisme, la bureaucratie stalinienne emprisonne en 1961 la population par le « mur de Berlin » qui fait plus pour justifier le capitalisme que tous les politiciens, journalistes, économistes et prêtres bourgeois. Elle rejette ainsi les travailleurs de la RFA dans les bras du SPD.

Le prolétariat de la partie Est tente héroïquement d'arracher le pouvoir à la bureaucratie totalitaire en 1953 et de prendre la voie du socialisme [voir *Révolution communiste* n° 2]. Mais il est dépourvu de parti, par la répression de la police politique russe et aussi par l'implosion de la 4e Internationale car sa direction révisionniste (Pablo & Mandel) confère au stalinisme un rôle révolutionnaire. La révolution ouvrière allemande est écrasée par l'armée de l'URSS avec le soutien tacite de la RFA, de la France et des États-Unis.

La réunification et son coût

Le 3 octobre 1990, sous la pression du mouvement de la population de la RDA dont la direction était prise par les Églises chrétiennes, la réunification de l'Allemagne était réalisée par l'intégration de la partie Est à la partie Ouest, dans le cadre et au bénéfice de l'État capitaliste allemand. Les travailleurs de l'est subirent de nouveau le chômage, virent disparaître nombre de services publics, augmenter les loyers…

La dépense publique allemande brute est passée de 36 % du PIB en 1991 à 60,2 % du PIB en 1995, la dette publique se creusa si bien que l'Allemagne ne remplit pas en 1999 toutes les conditions du traité de Maastricht.

Malgré son coût immédiat pour la bourgeoisie, à terme, la réunification a été une très bonne affaire. Elle a vu grandir son territoire, sa population, son appareil productif rénové, s'ouvrir à nouveau les pays voisins d'Europe centrale et orientale qui vont fournir des débouchés à ses marchandises et un champ élargi à son capital. Les fleurons industriels comme Skoda deviennent des filiales des groupes allemands et des filiales nouvelles vont bénéficier du bas coût de la main d'oeuvre.

En 1991, le gouvernement Kohl, pour rembourser ses emprunts, augmenta les prélèvements, surtout ceux subis par les travailleurs : « impôt de solidarité » (7,5 % de l'impôt sur le revenu), augmentation de 1 % de la TVA, augmentation des cotisations pour le chômage de 2,5 %, taxes sur les produits pétroliers, le tabac, l'assurance…

Pour la première fois depuis 1945, l'armée allemande intervient à l'extérieur de ses frontières. Une première brèche dans la tradition de

« retenue militaire » observée est ouverte en 1993 avec l'envoi de troupes en Somalie, dans le cadre de l'ONU.

En 1998, la CDU-CSU perdit les élections au profit d'une coalition SPD – Die Grünen (le parti écologiste) menée par Gerhard Schröder.

La politique menée par la sociale-démocratie allemande alliée aux Verts en défense du capitalisme allemand

Ce gouvernement va étendre les opérations militaires extérieures dans les Balkans et conduire pendant deux mandats de 1998 à 2005, une politique d'attaques tout azimut contre la classe ouvrière allemande. L'aviation allemande participe aux opérations de l'OTAN en Bosnie en 1995, l'armée intervient au sol en Bosnie en 1996 et au Kosovo en 1999.

La première attaque engagée dès 2001 est la « réforme des retraites » Riester qui instaure la baisse sensible des futures pensions du régime général, Les suivantes conduisent à l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à 67 ans à l'horizon 2029 et un taux de remplacement passant de 48 % du salaire antérieur en 2003 à 40 % en 2030.

Le niveau des prélèvements obligatoires est ramené de 43 % du PIB en 99 à 40,4 % en 2002 par des allègements d'impôts pour les ménages riches (baisse du taux marginal de 53 à 45 % en 2005) ainsi que pour les entreprises et les « revenus du capital » (40 à 25 % en 2001).

Avec son second mandat, Schröder poursuit à partir de 2003 : baisse des prestations sociales de 17,9 % du PIB en 1997 à 15,4 % en 2006, suppression de 300 000 postes de fonctionnaires (-6,9 %, dont les deux-tiers dans les communes qui ont perdu en 6 ans plus de 13 % de leurs effectifs). Cela signifie fermeture des centres sociaux, maisons de la culture, piscines, bibliothèques qui viennent s'ajouter à la pénurie, historique dans la partie Ouest de l'Allemagne, des structures d'accueil de la petite enfance : crèches et écoles maternelles, ce qui n'est pas sans conséquence sur la situation des femmes et donc sur la démographie avec une baisse du taux de natalité à compter des années 2000.

Pour ce qui concerne le marché du travail, ce sont quatre lois successives dites « Harz » I à IV qui vont permettre de dévaluer la force de travail : facilitation des licenciements et du recours à l'intérim, baisse de la durée d'indemnisation du chômage (32 à 12 mois, 18 mois pour les plus de 55 ans), mise sous surveillance des chômeurs de longue durée en exigeant une transparence totale de leurs épargne et patrimoine pour la détermination de leur indemnité différentielle, ils doivent par ailleurs accepter n'importe quel poste et le service de l'emploi pour exiger à tout moment qu'il participent à des tâches d'intérêt collectif moyennant une rémunération supplémentaire de 1 euro de l'heure. C'est avec la création des « minijobs » à moins de 400 euros par mois pour quelques heures de travail par semaine, exonérés de toutes charges patronales, avec peu de cotisations salariales et aucune ouverture de droits à la retraite que la coalition SPD-Verts à la manœuvre va durablement modifier la situation de la classe ouvrière allemande et marquer la période.

Il faut ajouter l'augmentation de la TVA passée de 16 à 19 % en 2007 en contrepartie de la baisse de cotisations sociales patronales. L'ensemble de ce programme sera mis en œuvre malgré les manifestations de centaines de milliers de personnes qui ont eu lieu pendant toute l'année 2004, en particulier dans l'Est. L'hémorragie d'adhérents au SPD pousse Schröder à démissionner de sa présidence en 2004.

La même année, les tensions au sein du SPD aboutissent à la scission de la WASG (Alternative électorale travail et justice sociale) emmenée par Lafontaine et qui, en fusionnant avec le PDS (Parti socialiste unifié d'Allemagne, issu du parti unique de l'ex-RDA), aboutira à la création en 2007 de Die Linke (La Gauche) qui espère récupérer la base sociale du SPD pour poursuivre sa politique. Le nouveau parti social-patriote a attiré irrésistiblement les centristes allemands (pablistes-mandélistes, pablistes-grantistes, cliffistes...). Mais DL n'a, comme le SPD, pas d'autre politique que la défense du capitalisme allemand et la servilité à l'égard de son Etat. En effet, la pratique a vite démenti la démagogie réformiste : dans le gouvernement de Berlin de 2001 à 2011, DL a privatisé, secouru la Berliner Bank, prolongé le temps de travail des enseignants, réduit le salaire des fonctionnaires ; au gouvernement du land (région) du Brandebourg depuis 2009, DL s'associe à la réduction des effectifs de fonctionnaires et à l'accroissement des prérogatives de la police.

La cogestion débouche sur la flexibilité

La domination de la bourgeoisie sur le classe ouvrière est confortée par un processus d'intégration à l'État bourgeois des bureaucraties ouvrières : les appareils du SPD et de DL par leur participation à la haute administration, aux parlements fédéraux et régionaux ; celui des centrales syndicales la DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund, Confédération allemande des syndicats, plus de 6 millions d'adhérents), par la « cogestion » au sein des branches et des entreprises, mise en place dès 1952. Cette étroite collaboration des bureaucraties ouvrières avec les patrons s'explique d'autant mieux que, d'une part l'État bourgeois allemand de la RFA se reconstitue sous l'égide des armées des impérialismes vainqueurs qui l'occupent, et que d'autre part, le stalinisme qui est installé dans la partie Est sert de repoussoir. Ainsi le KPD, qui soutient la bureaucratie de RDA, n'obtient que 2,5 % des voix en 1953, avant d'être interdit en 1956. Même le SPD passe de 875 000 adhérents en 1947 à 185 000 en 1955. Dès sa création en 1946, la DGB, bien que liée au SPD, se proclame neutre politiquement. Elle renoncera officiellement à toute référence à la lutte de classe en 1966, à la suite du SPD qui, en 1959, adopte au congrès de Bad Godesberg l'économie de marché et rejette toute référence, même formelle, au marxisme.

> *L'État renonce à toute intervention : c'est aux employeurs de fixer, en accord avec les syndicats, les conditions de travail et de rémunération. En contrepartie de ce droit souverain, ils s'engagent à associer étroitement les représentants du personnel à l'administration de leurs entreprises. C'est ainsi que naît le système de la cogestion paritaire,... qui attribue aux syndicats la moitié des sièges dans les instances dirigeantes,* (Olivier Cyran, *Le Monde diplomatique*, septembre 2013)

Invoquant la cogestion, appuyé par la direction de la DGB, le patronat a longtemps récusé tout salaire minimum.

> *Jusqu'ici, les salaires étaient du ressort exclusif des partenaires sociaux, qui s'interdisaient toute ingérence de l'État. Mais de plus en plus d'entreprises se sont détournées des conventions collectives, laissant des pans entiers de l'économie échapper à tout contrôle. Résultat, seulement 31 % des sociétés et 50 % des employés allemands sont régis par des accords de branche.* (*Les Échos,* 2 mai 2014)

C'est la cogestion qui a permis à la direction du DGB et de ses syndicats de branches de justifier sa participation à l'écriture des lois Harz, de soutenir le patronat allemand lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009 en approuvant le licenciement des travailleurs intérimaires et la flexibilité des horaires et des salaires pour les autres.

Par ailleurs, depuis 2005, 4,8 millions de travailleurs (3,1 millions de femmes et 1,6 millions d'hommes) occupent les emplois précaires (« minijobs ») rémunérés moins de 400 euros par mois pour quelques heures de travail par semaine, essentiellement dans les services. En outre, dans ce secteur très peu de salariés bénéficient de conventions collectives. Ces deux facteurs conjugués ont permis de maintenir à un bas niveau les prix des services, ce qui a concouru à améliorer la compétitivité-coût de l'industrie allemande.

La paupérisation de la classe ouvrière

À cela s'ajoute le fait que dans certains secteurs industriels comme l'agroalimentaire, tels les abattoirs, les patrons allemands ont recours aux salariés détachés, c'est-à-dire mis à disposition par une entreprise d'un autre pays européen aux conditions du pays d'origine de l'entreprise.

De 1998 à 2010, le pouvoir d'achat moyen d'un salarié a baissé de 1 % en Allemagne tandis qu'il a progressé de 18 % en France. Même dans les fleurons de l'industrie allemande : automobile, équipements industriels, l'aviation, les entreprise qui emploient des salariés qualifiés, de plus en plus de patrons se détournent des conventions collectives pour ne pas subir les lourdeurs des processus de négociation, les augmentations de salaires qui en découlent parfois et la rémunération de la cohorte de permanents syndicaux siégeant dans les conseils d'administration. La DGB commence à soutenir l'idée de la création d'un SMIC national avancée par DL et le SPD et voté par le conseil des ministres début avril 2014.

Ce SMIC à 8,50 euros de l'heure ne concernerait pas les jeunes de moins de 18 ans qui n'ont pas terminé leur formation, ni, durant six mois, les chômeurs de longue durée qui reçoivent une

allocation de l'agence pour l'emploi. Les chiffres varient énormément pour évaluer le nombre de travailleurs qui bénéficieront de cette mesure. En outre, elle permettrait à l'État d'économiser.

> *Pour le Parti social-démocrate, qui avait fait de l'introduction du salaire minimal le thème central de sa campagne électorale, il va favoriser la demande et diminuer les aides publiques. En effet, actuellement, 1,3 million salariés (dont 218 000 travaillant à plein temps) reçoivent une aide de l'État car ils ne gagnent pas assez pour vivre correctement. Cette aide coûte 11 milliards par an à l'État. L'introduction d'un salaire minimal devrait permettre à certains salariés de ne plus percevoir ce complément de revenu.* (*Le Monde,* 1er avril 2014)

Par ailleurs, le patronat agricole envisage de délocaliser ses productions compte tenu des surfaces de terres agricoles achetées, en Roumanie en particulier où le SMIC dépasse tout juste l'euro de l'heure. L'avenir des retraités futurs est entamé par la baisse du taux de remplacement des revenus instaurée par les réformes adoptées pendant les gouvernements Schröder. Depuis 10 ans, les travailleurs allemands ont payé à des degrés divers et au prix fort la marche à la compétitivité qui permet au capitalisme allemand de maintenir sa place de 1er exportateur européen et de 3e mondial : la rémunération réelle hors inflation du salaire moyen n'avait pas retrouvé en 2012 son niveau de l'année 2000, la précarité a explosé.

> *L'Allemagne fait partie des trois pays européens — après la Bulgarie et la Roumanie — où l'écart de revenus entre les 20 % les plus aisés et les 20 % les plus pauvres s'est le plus creusé entre 2000 et 2010.* (Olivier Cyran, *Le Monde diplomatique,* septembre 2013)

La bourgeoisie allemande en voie de surmonter sa défaite historique de 1945

Les attaques anti-ouvrières du gouvernement SPD conduisent à la victoire de la CDU lors des législatives de 2005 : Angela Merkel est désignée chancelière par le Bundestag (la chambre des députés) à la tête d'un gouvernement de coalition » entre la CDU-CSU et le SPD. Le parti traditionnel de la classe ouvrière accepte non seulement de gérer le capitalisme allemand, mais de se joindre au principal parti bourgeois, pour boucher toute perspective propre au prolétariat. Il récidive en 2013.

Les trois gouvernements Merkel successifs héritent d'une situation extrêmement favorable compte tenu des effets combinés de la réunification et de la politique menée pendant les deux mandats Schröder, il bénéficie également d'une conjoncture dans laquelle les pays émergents commencent à décoller. La supériorité industrielle et les gains de compétitivité réalisés pendant les sept années précédentes permettent au capitalisme allemand d'être en ordre de bataille pour limiter la désindustrialisation, gagner des parts de marché dans le continent et les maintenir dans le monde, au contraire de ses concurrents européens et américain. La crise capitaliste, tout en affectant l'Allemagne dont le PIB a baissé alors et qui n'a pas respecté les règles de déficit et de dette publics qu'elle avait fixées à toute l'UE en 1992, a creusé l'écart avec la France qui ne s'en est toujours pas remise.

En septembre 2013, l'effondrement électoral du FPD oblige Merkel à proposer au SPD de s'associer au gouvernement CDU-CSU, ce que les « réformistes » acceptent volontiers.

La bourgeoisie allemande, malgré sa supériorité économique, avait été contrainte, à accepter pendant 50 ans bien des exigences de la bourgeoisie française (dont la décision d'une monnaie unique en 1992). Durant cette période, elle a progressivement renforcé son armée, sa diplomatie. Actuellement, près de 5 000 militaires allemands sont présents sur neuf théâtres d'opérations extérieures. Elle est devenue le 3e exportateur d'armes du monde, devançant la France et la Grande-Bretagne. Elle commence à affirmer, avec précaution, sa prédominance au sein de l'Union européenne.

> *Que le centre de gravité de l'Union européenne se soit déplacé ces dernières années de Bruxelles à Berlin ne fait pas l'ombre d'un doute pour les Grecs, qui vouent aux gémonies la chancelière allemande, Angela Merkel, et ignorent superbement le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Ni pour Michel Sapin, le ministre français des finances, qui s'est déplacé à Berlin le 7 avril pour présenter à son homologue, Wolfgang Schäuble, le détail des 50 milliards d'euros d'économies avant même que le premier ministre, Manuel Valls, en informe les Français. Ni pour le chef du gouvernement polonais, Donald Tusk, qui compte explicitement sur Berlin pour contenir les ambitions de Vladimir Poutine. Ni pour les gouvernements chinois et américain qui, ces dernières*

> *années, ont directement géré la crise de la zone euro avec Angela Merkel et Wolfgang Schäuble.* (*Le Monde,* 2 mai 2014)

Mais si l'UE lui a permis d'avancer, celle-ci n'est pas capable d'unifier l'Europe et ne détient donc pas de force militaire propre. L'infériorité militaire et la mémoire de l'échec du 3e Reich handicapent encore l'impérialisme allemand face aux contre-offensives de l'impérialisme russe, comme en Ukraine en 2014.

Une autre faiblesse est le revers de la politique budgétaire. En 2012, le niveau de dépenses publiques était très faible, 3,9 points de PIB de moins en moyenne que les autres pays de la zone euro ; 11 points de moins que la France et 13 de moins que le Danemark. Même les dépenses publiques britanniques sont supérieures de 4,3 points de PIB. En Europe, seules la république tchèque, la Roumanie et la Slovaquie sont en dessous de ce pourcentage. Ce bas niveau implique que l'Allemagne est un des pays développés qui dépense le moins en investissements publics, infrastructures de transports, etc. aujourd'hui le niveau ce ces dépenses n'est pas en mesure de compenser l'usure des équipements existants.

La pénurie d'accueil des jeunes enfants contribue à l'implosion démographique : la natalité est faible et la population allemande vieillit plus vite que les autres européennes. Depuis le début des années 2000, l'Allemagne a perdu 400 000 habitants alors que, sur la même période, la France en a gagné 4,9 millions. Par conséquent, le faible taux de chômage allemand est aussi dû au fait que peu de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Le système de formation souffre aussi. Heureusement, la pénurie d'ingénieurs est compensée par l'immigration de jeunes qualifiés formés dans d'autres pays d'Europe touchés par la stagnation (France) ou la dépression (Espagne, Grèce), le capitalisme allemand profitant des dépenses de formation de ces États… à qui il reproche leur déficit.

Pour retrouver le chemin de la lutte de classe , pour la dictature du prolétariat

Des mouvements de grève puissants ont eu lieu depuis l'année 2011 qui aboutissent à des augmentations de salaires à la Poste, à la Lufthansa, dans la métallurgie, les services publics… En février 2014, des milliers d'étudiants ont manifesté pour que les réfugiés aient des permis de séjour.

Si la bourgeoisie allemande peut encore aujourd'hui se permettre de rémunérer une « aristocratie ouvrière » et de supporter l'entretien des bureaucraties ouvrières, c'est au prix de la surexploitation locale des travailleurs précaires, allemands et immigrés, ainsi que de la participation à l'exploitation des classes ouvrières d'Europe de l'est. Cependant, cette situation ne pourra durer, car la course à la compétitivité est, comme le tonneau des Danaïdes, sans fin et la rivalité avec les autres puissances impérialistes exigera l'accentuation des dépenses militaires.

Une fois de plus, le SPD participe au gouvernement bourgeois sous les ordres de Merkel. Die Linke se contente de la promesse de modifier la distribution des richesses, sans mettre en cause la propriété privée et l'appareil répressif de l'État, ni même les lois Harz.

La cogestion associant syndicats au patronat, le social-patriotisme et l'étatisme du SPD et de DL subordonnant le prolétariat à l'intérêt national et à l'État bourgeois, sont les obstacles majeurs que la classe ouvrière trouve sur le chemin de son unité, de son indépendance, de son combat.

Il faut au prolétariat entreprendre d'arracher les syndicats DGB et DDB à la cogestion et aux bureaucraties syndicales corrompues, s'organiser au feu des luttes dans des conseils qui dépassent les frontières des syndicats et des entreprises. Pour y parvenir, son avant-garde doit surmonter le handicap du stalinisme et de la sociale-démocratie, se regrouper dans un parti révolutionnaire et internationaliste, renouer avec le programme communiste et internationaliste de la Ligue des communistes de 1848, de la Ligue Spartakus de 1918, de l'Internationale communiste de 1919 et de la 4e Internationale de 1938.

12 mai 2014, Julie Larousse

L'Ukraine dépecée par les impérialismes russe et occidentaux



Les aspirations du peuple ukrainien bafouées

L'Ukraine gagne en 1991 son indépendance politique, après des dizaines d'années d'oppression par la monarchie tsariste et la bureaucratie stalinienne.

> *La réaction thermidorienne, couronnée par la bureaucratie bonapartiste, a rejeté les masses laborieuses très en arrière dans le domaine national également. Les grandes masses du peuple ukrainien sont mécontentes de leur sort national et aspirent à le changer radicalement.* (Trotsky, *L'Indépendance ukrainienne et les brouillons sectaires*, juillet 1939)

Mais l'Ukraine reste économiquement dépendante car les moyens de production et le pouvoir politique sont passés aux mains de cliques d'oligarques, de capitalistes pillards oscillant entre l'Allemagne et la Russie. Militairement, la Russie dispose de bases militaires dans la péninsule de Crimée.

> *Les travailleurs ne doivent pas oublier que le capitalisme a divisé les pays en un petit nombre de nations oppressives, impérialistes, jouissant de tous les droits et privilèges, et une immense majorité de nations opprimées, dépendantes ou semi-dépendantes.* (Lénine, *Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine*, décembre 1919)

À l'automne 2013, le président ukrainien Ianoukovitch signe un accord avec la Russie plutôt que de poursuivre la négociation avec l'UE qui lui imposait des conditions bien plus drastiques. Une partie de la population cherche à améliorer son sort matériel, à conquérir les libertés démocratiques, à préserver l'indépendance du pays. Sans parler des manœuvres de leurs services secrets, des politiciens bourgeois américains et allemands sont allés sur place appeler ouvertement au renversement du président qui, de son côté, a fait tirer sur la foule à Kiev.

Le « pro-russe » Ianoukovitch, lâché par son propre parti et la plupart des oligarques, est remplacé en février 2014, par décision du parlement, par le gouvernement « pro-occidental » Iatseniouk qui comporte des fascistes et interdit les langues minoritaires, dont le russe qui est l'idiome d'une partie significative de la population, à l'est et au sud. Le Parti communiste ukrainien est expulsé du parlement le 6 mai. Les grandes démocraties ne s'émeuvent guère des atteintes aux libertés, ni de la présence de fascistes au gouvernement, elles lui apportent leur appui par des moyens ouverts et aussi secrets.

L'impérialisme russe annexe la Crimée

Pour contrer l'impérialisme américain et l'impérialisme allemand, l'impérialisme russe, à l'initiative de Poutine, pousse les oligarques et les nationalistes bourgeois « pro-russes » à la rébellion, en utilisant le thème du fascisme, et envoie le FSB et les forces spéciales de l'armée russe, masquées, les renforcer. Ces dernières orchestrent le siège et la prise des bâtiments officiels, civils, policiers et militaires, neutralisent les unités de l'armée ukrainienne.

L'État russe, après un référendum (91 % pour le rattachement à la Russie) boycotté par les minorités tatare et ukrainophone de la péninsule, annexe la Crimée en mars.

Les puissances impérialistes encouragent la guerre civile entre les nationalistes réactionnaires

Encouragé par ce premier succès, le gouvernement russe étend sa méthode au Donbass et pousse les nationalistes pro-russes à s'insurger dans tout le pays.

Avec l'appui de la CIA, le gouvernement Iatseniouk tente de fonder sa légitimité par une élection présidentielle sur tout le territoire qui débouche sur l'élection de Petro Porochenko le 25 mai et de reprendre le contrôle du pays, en renonçant à la Crimée. Mais l'armée et la police sont elles-mêmes minées par les divisions nationales et se révèlent peu efficaces.

Le 2 mai, à Odessa, des partisans du gouvernement de Kiev incendient la Maison des syndicats où se sont

réfugiés des séparatistes (40 morts). Les milices « prorusses » renforcées en sous-main par l'État bourgeois russe réussissent à organiser un referendum dans les régions de Donetsk et de Louhansk, le 11 mai, dont les résultats entérinent le séparatisme, avec respectivement 90 et 96 % de votes pour *« la souveraineté de la République du Donbass »*. Dernière mesure contre le gouvernement nationaliste bourgeois de Kiev, Gazprom a annoncé l'augmentation de 80 % du prix du gaz livré à l'Ukraine, à compter de juin 2014.

La farce de Poutine posant à l'antifasciste

L'impérialisme russe a déjà écrasé de manière sanglante la Tchétchénie, a envahi des territoires de la Moldavie et de la Géorgie. Au nom de la défense des russophones, ses troupes occupent respectivement la Transnistrie et l'Ossétie du Sud et, en conséquence, interdisent tout rapprochement avec l'Union européenne, derrière laquelle se cachent les impérialismes ouest-européens (pour des raisons historiques, c'est particulièrement utile à la bourgeoisie allemande).

En Russie, les medias capitalistes aux ordres exaspèrent le nationalisme grand-russe pour annexer la Crimée et envisager celle du Donbass.

Poutine invoque la lutte contre le fascisme, mais il a toujours toléré les agressions racistes et homophobes en Russie et ses partisans enlèvent, torturent et exécutent leurs opposants dans l'est de l'Ukraine.

L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne

Poutine mise sur la faiblesse du capitalisme ukrainien, la paupérisation de la population et sur le sentiment de persécution des minorités russophones. Il sait que l'Union européenne est dépourvue d'armée et escompte que l'État américain, après ses échecs en Afghanistan et en Irak, n'interviendra pas militairement. Pour l'instant, son calcul est juste.

L'éclatement en cours de l'Ukraine sur le dos de toute sa population est une nouvelle expression de la tendance réactionnaire du capitalisme tardif, qui a déjà causé deux guerres mondiales, de multiples guerres coloniales, d'interminables guerres ethniques.

> *Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant.* (Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme,* 1916)

Ni Poutine, ni Porochenko, le pouvoir aux travailleurs !

La seule force sociale capable de déjouer les plans de Poutine, Obama, Merkel, Hollande, d'empêcher la guerre interethnique, capable de mettre au pas les bandes fascistes et les mercenaires russes, de tendre la main aux travailleurs de Russie, de Pologne, de Biélorussie, de Slovaquie, de Roumanie, de Moldavie… est le prolétariat.

Mais, faute de parti, puisque l'héritier du stalinisme, le Parti « communiste » d'Ukraine n'est aujourd'hui qu'un instrument de la nouvelle bourgeoisie russe, les travailleurs sont atomisés, réduits à leur appartenance ethnique ou à la langue qu'ils parlent. En plus de rester exploités, ils sont résignés et impuissants, voire manipulés par les oligarques qui les exploitent et les puissances impérialistes qui piétinent chez elles les droits des minorités et partout dans le monde les droits des peuples.

Pour maintenir la coexistence et la fraternité, pour que les droits démocratiques soient respectés pour que le droit à l'auto-détermination des peuples soit un fait, pour que la pauvreté, la corruption et la répression disparaissent, il faut combattre tous les oligarques, chasser les mercenaires impérialistes et instaurer un gouvernement ouvrier et paysan reposant sur des soviets rassemblant les ouvriers, les employés, les étudiants, les paysans.

Pour cela, la classe ouvrière a besoin de constituer son parti. Il faut bâtir en Ukraine un parti guidé par le marxisme, qui renoue avec la tradition ouvrière, révolutionnaire et internationaliste du bolchevisme.

> *Si un communiste grand-russe insistait sur la fusion de l'Ukraine et de la Russie, les Ukrainiens le soupçonneraient aisément de se laisser guider, moins par le souci de l'unité des prolétaires dans la lutte contre le capital, que par les préjugés du vieux nationalisme, de l'impérialisme grand-russe… Mais que nous soyons communistes grands-russes, ukrainiens ou de toute autre nation, nous devons tous nous montrer intransigeants, inconciliables sur les questions essentielles, décisives, identiques pour toutes les nations, à savoir : la lutte prolétarienne, la dictature du prolétariat, le rejet de toute entente avec la bourgeoisie…* (Lénine, *Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine*, décembre 1919)

La 1re Guerre mondiale (2) L'Internationale ouvrière face au militarisme

Les premières organisations prolétariennes internationales et la guerre

Avec l'affirmation du capitalisme comme mode de production dominant dans les sociétés européennes, américaine et japonaise, s'est développée au 19e siècle la classe des prolétaires modernes. La masse informe des exploités qui suait la plus-value - abrutie de travail, de misère, d'alcool et de religion ; réprimée violemment par la police, la justice et l'armée - s'est mue, par ses luttes, ses organisations, l'apport des intellectuels devenus communistes par contact avec l'avant-garde britannique et française de l'époque, en une classe ouvrière consciente. La forme la plus élevée de l'émergence de la nouvelle classe révolutionnaire est l'internationale : d'abord la Ligue des communistes (1847-1852) puis l'Association internationale des travailleurs (1e Internationale, 1864-1876), rassemblant tous les courants du mouvement ouvrier de l'époque.

La LC prône ouvertement la révolution dans son programme (*Manifeste du parti communiste*), soutient la guerre des Polonais et des Hongrois contre les empires autrichien et russe, participe à la guerre civile en Allemagne contre la monarchie prussienne durant la révolution européenne de 1848-49. L'AIT soutient Lincoln durant la guerre civile américaine de 1861-65, s'oppose à la guerre franco-prussienne de 1870 et soutient la Commune de Paris dans la guerre civile qui l'oppose au gouvernement de Versailles appuyé par la Prusse en 1871 (*La Guerre civile en France*).

La force du mouvement ouvrier européen à la veille de la 1e Guerre mondiale

Quand la classe ouvrière surmonte la défaite de la Commune de Paris, elle construit des organisations de masse en Grande-Bretagne, Allemagne, Australie, Belgique, Suède, Autriche, etc. Une nouvelle internationale naît à Paris en 1889.

Dans l'Internationale ouvrière, qui sera appelée plus tard « 2e Internationale », le parti central, par son effectif et par l'autorité de ses dirigeants, est le SAP (Parti socialiste des ouvriers allemands) qui résulte de la fusion en 1875 de l'ADAV (le parti des partisans de Lassalle) et du SDP (celui des marxistes) lors du Congrès de Gotha. Le problème est que l'héritage politique de Lassalle (qui avait négocié, secrètement, en 1863-64 avec le chancelier Bismarck) est la confiance dans l'État national et, par conséquent, l'hostilité à l'activité internationale du prolétariat et à la grève générale. En 1890, après une interdiction, il se renomme SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne). En 1911, le nombre de salariés syndiqués est de 2,5 millions. En mars 1912, le SPD obtient 4 millions de suffrages et 110 députés au Reichstag (sur 397), il a aussi 220 élus dans les différents Landtags provinciaux, 12 000 conseillers municipaux. En 1914 le nombre des adhérents du SPD dépasse le million (dont 175 000 femmes). Le parti publie 89 quotidiens.

En Autriche-Hongrie, le SDAP (Parti ouvrier social-démocrate) obtient plus d'un million de voix et 88 députés aux élections de 1907.

En Grande-Bretagne, le nombre de syndiqués est de 2,9 millions en 1911. Mécontents du Parti libéral qu'ils ont soutenu jusque-là, les dirigeants de la confédération syndicale (TUC) créent le LP (Parti travailliste) en 1906. En 1910, le LP totalise plus de 500 000 suffrages et obtient 40 députés à la Chambre des communes.

En France, la Confédération générale du travail est créée en 1895 par les anarchistes de la variante syndicaliste révolutionnaire. Leur théorie est simpliste : la grève générale suffirait à accomplir la révolution. La CGT compte plus de 700 000 syndiqués en 1910. Sous la pression de l'Internationale, les organisations socialistes fusionnent en 1904. Le Parti socialiste unifié, dominé par Jaurès, rassemble 63 000 adhérents en 1912. Il remporte plus d'un million de suffrages aux élections de 1910 et 76 élus à la Chambre des députés.

Dans la motion adressée aux socialistes français en 1904, le congrès d'Amsterdam de l'Internationale déclare : *« Il ne doit y avoir qu'un Parti socialiste comme il n'y a qu'un prolétariat ».* L'unité à tout prix a le mérite d'organiser les travailleurs en masse. Le revers est qu'elle se réalise sur le terrain électoral et pacifique, sur la base des illusions dans le parlementarisme et la démocratie bourgeoise.

> *Les dizaines d'années de l'époque dite pacifique ont accumulé dans tous les pays d'Europe une masse de fumier petit-bourgeois opportuniste à l'intérieur des partis socialistes… permanents des syndicats légaux, parlementaires et autres intellectuels, commodément installés dans le mouvement de masse légal… Le parti socialiste type de l'époque de la 2e Internationale était un parti tolérant en son sein l'opportunisme.* (Vladimir Lénine, « Que faire maintenant ? », janvier 1915, *Œuvres* t. 21, p. 105-107)

L'Internationale ouvrière face aux menaces de guerre

Mais l'Internationale est plus que la somme de ses partis. Au congrès de Paris, en 1889, une résolution antimilitariste est prise. Revendication principale : la substitution des milices populaires aux armées permanentes.

En 1891, le congrès de Bruxelles, *« considérant que la situation de l'Europe devient chaque année plus mena-*

çante ; considérant les campagnes chauvines des classes dirigeantes, invite tous les travailleurs à protester, par une agitation incessante, contre toutes les tentatives de guerre et... déclare que la responsabilité des guerres retombe en tous cas sur les classes dirigeantes ».

En 1893, le congrès de Zurich déclare : *« La social-démocratie révolutionnaire internationale doit s'insurger avec la plus grande énergie contre les aspirations chauvines des classes dirigeantes. Les représentants des partis ouvriers sont tenus de refuser tous les crédits militaires et de protester contre le maintien des armées permanentes ».*

En 1896, le congrès de Londres déclare : *« La classe ouvrière de tous les pays doit s'opposer à la violence provoquée par les guerres, tout comme elle s'oppose à toutes les violences des classes dirigeantes à son égard ».*

En 1900, au congrès de Paris, l'Internationale décide catégoriquement que : *« Les députés socialistes de tous les pays sont inconditionnellement tenus de voter contre toutes les dépenses militaires, navales, et contre les expéditions coloniales ».*

En 1907, à Stuttgart, après avoir examiné la question sous tous les aspects, l'Internationale adopte une résolution circonstanciée, dont l'amendement de Lénine, Luxemburg et Martov : *« si la guerre éclate pourtant, les socialistes ont pour devoir d'intervenir pour en hâter la fin et tirer de toute façon parti de la crise économique et politique, pour soulever le peuple et précipiter par là même la chute de la domination capitaliste ».*

En 1910 à Copenhague, la résolution de Stuttgart est confirmée et l'Internationale déclare une fois de plus que c'est *« le devoir invariable »* des députés socialistes de refuser tous les crédits de guerre.

En novembre 1912, au congrès de Bâle, réuni pendant la guerre des Balkans, l'Internationale formule une claire menace de révolution si les gouvernements criminels vont jusqu'à la guerre mondiale. *« Que les gouvernements n'oublient pas, déclare le congrès de Bâle, que la guerre franco-allemande a provoqué l'éruption révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces révolutionnaires des peuples de la Russie. Les prolétaires considèrent comme un crime de se tirer les uns sur les autres pour les bénéfices capitalistes, les rivalités dynastiques et les traités diplomatiques secrets ».*



Rosa Luxemburg, Stuttgart, 1907

De son côté, la CGT française mène une campagne antimilitariste permanente et essaie d'organiser les conscrits.

Confusions, hésitations et manoeuvres à la veille de la guerre

À la suite du congrès de Bâle, en décembre 1912, de vigoureuses manifestations ouvrières contre la guerre ont lieu dans toute l'Europe ; le Parti socialiste SDAP, le plus directement concerné, s'oppose vigoureusement aux menées du gouvernement austro-hongrois.

Quand l'État français étend le service national à 3 ans en janvier 1914, le PS répond : *« Nous prétendons que la loi de Trois ans compromet la défense nationale et qu'il sera plus urgent de l'abolir, que la situation extérieure sera plus inquiétante... »* (*L'Humanité,* 7 juin). La ligne de Jaurès et de toute l'Internationale est de tenter de convaincre les gouvernements bourgeois qu'ils font fausse route, au lieu de les abattre.

> *Cette façon de voir vise à persuader la bourgeoisie que l'impérialisme et le militarisme lui sont nuisibles du point de vue de ses propres intérêts capitalistes, à isoler ainsi la soi-disant poignée de profiteurs de cet impérialisme et à former ainsi un bloc du prolétariat avec de larges couches de la bourgeoisie pour atténuer l'impérialisme...* (Rosa Luxemburg, « Critique des critiques », 1913, *Œuvres* t. 4, p. 222)

Après l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914, dans toute l'Europe, l'IO tient des meetings et des manifestations. Le 27 juillet, la CGT appelle à manifester à Paris ; la répression est sévère. Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Ce jour-là, des centaines de réunions publiques se tiennent dans toute l'Allemagne à l'appel du SPD. Le 28 juillet, la CGT appelle à un meeting le 29 à Paris.

Mais quand le gouvernement l'interdit, la CGT le décommande. Le 31 juillet, le secrétaire général « anarcho-syndicaliste » de la CGT, Jouhaux, reçoit une lettre du syndicaliste allemand Carl Legien, qu'il cache à tous. Le 31 juillet, Jaurès qui se démène pour empêcher la guerre, est assassiné. La direction du PS-SFIO annonce qu'elle n'appellera pas à manifester. La direction de la CGT commence à discuter, secrètement, avec le ministre de l'Intérieur Malvy. Le 1er août, les dirigeants socialistes et syndicalistes qui redoutaient leur arrestation (une liste, le « carnet B », est en effet prévue par en cas de guerre) obtiennent la garantie du gouvernement qu'ils ne seront pas emprisonnés.

À l'ouverture du conflit, la plupart des organisations ouvrières, en France comme ailleurs, vont se rallier à leur bourgeoisie et à la guerre. [à suivre]



Soma, 14 mai, les mineurs conspuent Erdogan (photo Cem Oksuz / AFP) ; en médaillon, Yerkel, directeur de cabinet du Premier ministre frappe un manifestant immobilisé par deux policiers (photo Reuters).

Turquie
Les mineurs indignés s'en prennent au gouvernement islamiste

L'entrée - toujours repoussée - de la Turquie dans l'Union européenne vient de servir une nouvelle fois d'épouvantail à toute la racaille xénophobe d'Europe occidentale.

Le mythe de l'unité nationale a été ébranlé en 2013 par les grandes mobilisations de masse contre le gouvernement « islamiste modéré » qui ont rendu célèbre le nom de la place Taksim d'Istanbul dans la jeunesse et la classe ouvrière du monde entier [voir *Révolution communiste* n° 4]. Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) a violement réprimé les manifestations ouvrières du 1er mai. Les mineurs concentrent à nouveau l'attention internationale sur le combat d'une section du prolétariat turc contre le patronat et l'État bourgeois.

Tout a commencé mardi 13 juin par une explosion dans la mine de charbon de Soma, au nord d'Izmir, dans l'ouest du pays, qui a fait plusieurs centaines de blessés et 301 morts officiellement. La mine, privatisée, appartient à un capitaliste de l'AKP. Le patron se vantait d'avoir fait passer les coûts de l'extraction de charbon de 130 $ la tonne à seulement 23,80 $ depuis 2005. Immédiatement, patron et gouvernement ont parlé de « *fatalité* ». Tayyip Erdogan, le Premier ministre, avait déjà osé déclarer en 2010, lors d'un accident où 30 mineurs avaient péri, que « *la mort était le destin de cette profession* ». Le même Erdogan a montré une fois de plus son mépris de la classe ouvrière et des mineurs en particulier en affirmant à propos du drame de Soma que *« ce sont là des choses habituelles »*.

On comprend dès lors pourquoi, lors de sa venue sur le site de Soma, il a été hué, conspué et chassé par les proches des mineurs, sous les cris de *« Démission ! démission ! »*. Plus grave pour le gouvernement, dès mercredi 14, 4 000 ouvriers et jeunes, dénonçant la mort des mineurs, ont affronté à Ankara, la police antiémeute lors de manifestations. À Istanbul, les manifestants ont été dispersés à coups de grenades lacrymogènes. À Ankara également des gaz lacrymogènes et des canons à eau empêchaient les étudiants d'atteindre le ministère de l'Énergie. À Soma, la police a fait face à 10 000 travailleurs, à coups de grenades et de balles en caoutchouc après que ceux-ci ont eu le temps d'exiger la démission du gouvernement et encore : *« Ne dors pas Soma, n'oublie pas les mineurs »*. Le PDG et quelques dirigeants de l'entreprise ont tout de même été arrêtés, accusés de morts par négligence.

La journée de grève symbolique décrétée par les directions syndicales le 15 mai et les trois jours de *« deuil national »* n'auront pas servi à éteindre la colère qui gronde parmi les travailleurs et la jeunesse, tant contre le patronat que contre le gouvernement AKP.

Selon un rapport officiel, plus de sept mineurs meurent en Turquie par million de tonnes de charbon extraite. Le drame a mis en lumière les mensonges du gouvernement qui a prétendu avoir fait passer à Soma des tests d'inspection sur la sécurité, propos démentis par les ouvriers survivants et leurs proches. Un mineur a déclaré à l'AFP : « *Il n'y a pas de sécurité dans cette mine. Les syndicats ne sont que des marionnettes et nos gestionnaires ne pensent qu'à l'argent* ». Le 22 mai, des manifestants ont bravé l'interdiction de se rassembler décrétée par le gouvernement AKP et un d'entre eux a été tué par balle. Quelques jours plus tard, un autre a été assassiné alors qu'il participait à une veillée funèbre dédiée aux mineurs dans le quartier Okmeydani d'Istanbul.

Après la complicité du gouvernement avec l'impérialisme dans la tentative d'offensive contre la Syrie, les scandales pour corruption, les violentes répressions contre la révolte en 2013, cet événement est un nouveau signe du caractère capitaliste et anti-ouvrier du gouvernement islamiste. Les luttes des salariés, des femmes, des étudiants, des minorités nationales et religieuses, pour déboucher, doivent converger dans l'exigence d'un gouvernement ouvrier et paysan.